

BOUM BOUM BOUM BOUM BOUM

Bulletin Antinucléaire D'Anarchistes BOUM





Sommaire

- 5 Appel à la manif*
- 7 Relance du nucléaire : éléments de contexte sur les derniers mois - mars 2024 -*
- 9 Sur-mesure*
- 12 La vache et l'irradié*
- 18 La résilience*
- 23 La terreur du nucléo-militaire, colonne vertébrale de la nation française depuis 1945*
- 30 Sur la catastrophe de Tchernobyl*
- 33 Sur l'avancée de CIGEO : vers les expropriations, les fouilles archéologiques et un nouveau prototype en test en Haute-Marne*
- 34 Rencontres printanières anti-autoritaires contre le nucléaire les 17-23 avril 2024 à Bure (55)*
- 35 Il n'y pas que la nouvelle piscine qui déborde : pour en finir avec le nucléaire et son monde.*
- 37 Récit d'expérience – Les Jeunes ambassadeurices du Nucléaire au Forum des métiers*
- 38 Lettre de motivation pour un poste de soudeur dans le nucléaire à Nancy*
- 41 L'ingénieur nucléaire ou le spécialiste du néant*
- 42 Société nucléaire et carcérale*
- 44 D'une coord' à l'autre...*
- 46 Lutte antinucléaire à Golfech*
- 49 Fragments de révolte contre l'ordre atomique*

Appel à la manif — Caen — mars 2024

À la faveur de la crise énergétique et de la menace nucléaire russe, l'industrie nucléaire a le vent en poupe. L'état nucléariste annonce la construction de 14 nouveaux EPR (nouvelle génération EPR2) à Penly, au Bugey et à Gravelines, investit massivement dans la recherche, l'embauche et la formation de personnels, ainsi que dans l'armement, accélère la construction du centre d'enfouissement de Bure en lançant une phase d'expropriations, construit une nouvelle piscine d'entreposage des combustibles usés à La Hague.

Nous ne vivons plus aux temps héroïques qui ont présidé à la mise en place du programme nucléaire français, mais à la relance d'une industrie que la propagande nucléariste présente comme un moindre mal face à la situation. Comble d'ironie, c'est cette fois sous pavillon écologiste que l'on nous somme d'abdiquer. Désastres et catastrophes ne sont plus niés, ils deviennent contingents de nos existences. Dans cet ère du désastre, nous sommes appelés à accepter ce moindre mal et en cas « d'accident » ou de « contamination » à cogérer nos vies sous contraintes radiologiques.

Face à cette offensive majeure des nucléocrates désormais grimé-e-s en défenseurs de l'écologie, ici et là des ripostes s'organisent. Une nouvelle coordination antinucléaire, pour l'essentiel un cartel d'organisations antinucléaires et d'individus, appelle à des manifestations régionales dont une sera organisée à Caen le 23 mars. À Bure, des compagnons et des compagnonnes de lutte tentent d'organiser une résistance face à la campagne d'expropriations qui se profile. Dans le Cotentin un collectif continue de s'organiser contre la nouvelle piscine d'entreposage de La Hague. À Caen, comme à Lille, Rennes, Toulouse, Narbonne, Charleville-Mézières, Montabot, Grenoble, Clermont-Ferrand des discussions, des projections et des rencontres ont lieu. Un peu partout à la lueur de la lune des lignes THT ou des bornes de recharge électriques sont sabotées.

Nous ne pouvons nous résigner à vivre dans ce monde sous contraintes radiologiques et menaces atomiques, ni à affronter ce plan de relance sans réagir. Nous ne pouvons pas plus nous résigner à organiser notre riposte enrégimentés derrière des cartels d'organisations et de partis écologistes qui n'ont eu de cesse depuis des décennies de cogérer l'existant. La faiblesse actuelle du mouvement antinucléaire ne suffit pas à nous faire oublier en quoi l'écologisme d'État, les jeux politiques et les formes de cogestion ont-elles-mêmes contribué à désarmer le mouvement antinucléaire. Il ne s'agit pas pour nous de « réunir le mouvement antinucléaire » — ce mouvement n'a d'ailleurs jamais été unis que dans la tête de quelques aficionados des chefferies, mais comme tout mouvement traversé de contradictions et d'affrontements — mais de faire vivre une opposition au nucléaire qui renoue avec une critique en acte et en mots de la société dans laquelle le nucléaire se déploie et le monde qu'il participe à fabriquer en retour.

C'est pour ces raisons qu'il nous semble important de dégager quelques perspectives :

À Bure, les travaux pour un centre d'enfouissement de déchets radioactifs s'accroissent. La lutte d'opposition va entrer dans une nouvelle phase, avec notamment les travaux pour une voie ferrée permettant d'acheminer les dits déchets et l'expulsion à venir d'une maison de résistance dans l'ancienne gare de Luméville. Comme dans le Cotentin, l'industrie nucléaire colonise une terre dépeuplée et son avenir, achète ses habitant-e-s, surveille et punit ses opposant-e-s. Une semaine de discussions antinucléaires et anti-autoritaires aura lieu du 17 au 23 avril.

Dans le Cotentin, en attendant la mise en divergence (l'allumage) définitive du réacteur EPR de Flamanville, les nucléaristes nous ont également préparés un nouveau petit cadeau : une toute nouvelle piscine pour entreposer les combustibles usés des centrales nucléaires. Il y en a déjà 4 qui accueillent 40 tonnes de déchets par an. Ça déborde, il en faut une 5^e. Des riverains et des antinucléaires se mobilisent

Image de gauche : Détail du nuage atomique au dessus de Nagasaki, Japon, 9 août 1945, Charles Levy.

depuis quelques mois contre ce projet. Une manifestation, sous forte escorte policière, a réuni quelques 800 personnes à Cherbourg en juin 2022. Un carnaval aura lieu en avril prochain.

Localement, nous participerons à l'organisation d'un cortège autonome « contre le nucléaire et son monde » dans la manifestation du 23 mars, pour porter une autre voix que celle de l'écologisme de gouvernement. Mais ne nous trompons pas, cette manifestation n'est qu'une étape. C'est dans cette perspective que nous organiserons une projection/débat la veille (vendredi 22 mars), autour du film *Le sacrifice* (2003), puis une assemblée antinucléaire le 23, après la manifestation : pour rebondir et tisser des liens, prolonger collectivement nos réflexions et nos désirs d'actions.

Autour des sites visés, nous ne pouvons que nous joindre selon nos propres modalités aux luttes qui pourraient émerger en les encourageant à se défaire de toute illusion citoyenne : le nucléaire c'est la concertation, ensuite les flics. Comme dans le Cotentin, le large consensus pro-nucléaire acheté à coups de millions et d'infrastructures pourraient commencer à se micro-fissurer autour des projets de centrales, mais également des éventuels nouveaux tracés de lignes THT nécessaires.

Vendredi 22 mars :

Projection du film de Wladimir Tchertkoff *Le sacrifice* (2003, 24 minutes)
Local Apache, 35 boulevard Poincaré, Caen, à 18h30.
Suivie d'une discussion et d'une auberge espagnole, pensez à amener de la bouffe ;)

Samedi 23 mars

Cortège autonome « contre le nucléaire et son monde » dans la manifestation antinucléaire
14h, rdv face à l'Autorité de Sécurité Nucléaire (ASN), boulevard Vannier, Caen.
Puis vers 17h30, au squat de la pouponnière (138 rue d'Auge) : assemblée antinucléaire

Samedi et dimanche 13-14 avril

Week-end thématique autour du déni de démocratie
Conférences – rencontres – concerts – carnaval le dimanche (Cherbourg/Beaumont-Hague)

Du 17 au 23 avril

Rencontres printanières anti-autoritaires contre le nucléaire. (voir aussi p. 34)
Bure et alentours. Plus d'infos sur bureburebure.info

Partout, on ne peut qu'encourager ou nous réjouir de la constitution de groupes auto-organisés, d'initiatives autonomes collectives ou individuelles pour propager cette riposte, organiser un soutien aux compas en lutte à Bure. Les différents moments de discussion à venir pourraient permettre de tisser des liens entre nous tous et toutes, sans nous ranger derrière un quelconque état major militant.

Relance du nucléaire : éléments de contexte sur les derniers mois - mars 2024 -

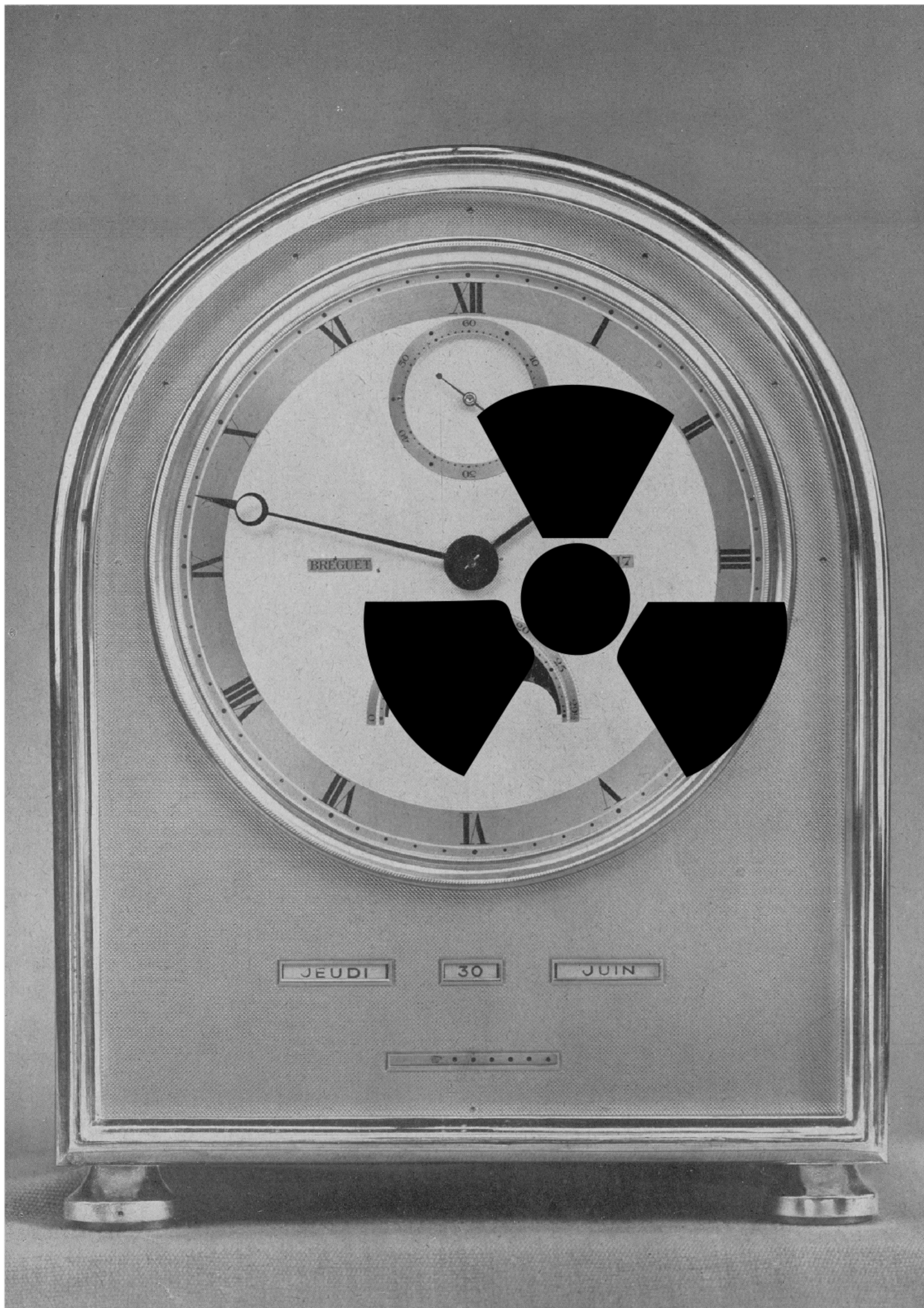
Ce texte est un retour sur les derniers mois quant au contexte nucléaire français, sur fond d'annonces de relance de l'industrie nucléaire. En effet, des premières annonces officielles de relance à aujourd'hui, l'État a fait passer à vitesse accélérée toute une série de mesures préparant la réindustrialisation nucléaire, et ce, alors que l'actualité était noyée entre la « crise covid-19 », les élections présidentielles, la guerre en Ukraine, la réforme des retraites, la loi immigration et plus récemment la guerre en Palestine. Pour mieux comprendre les enjeux autour du nucléaire, il nous a paru important de donner également des informations quant au contexte géopolitique : fin de l'exploitation de la mine d'Arlit au Niger par Orano ; bombardements de la centrale Zaporijjia en Ukraine par l'armée russe. On parlera aussi des déchets dont l'industrie nucléaire ne sait que faire.

Que les annonces de relance du nucléaire en France soient techniquement réalisables ou pas, il nous faut, plus que jamais, agir contre cette idéologie et les structures qui englobent l'énergie nucléaire, la technologie, l'État, la militarisation de la société nucléarisée, et le système capitaliste qui s'en nourrit. Ce nouveau texte se veut être une actualisation dans la continuité de « *Sur la poursuite du nucléaire et son esbroufe : Macron dans la « capitale verte »* » paru en janvier 2022. Ce tract prenait alors prétexte de l'inauguration greenwachée de Grenoble, en tant que capitale verte, par Macron, pour dénoncer la politique de relance du nucléaire dont les annonces commençaient à garnir l'actualité... Ce nouveau texte n'est pas exhaustif sur l'actualité nucléaire des derniers mois, mais plutôt une contribution aux dynamiques actuelles contre la relance du nucléaire, et notamment aux rencontres printanières anti-nucléaires et anti-autoritaires qui se tiendront près de Bure du 17 au 23 avril prochain. Nous nous réjouissons par avance de tout

ajout, rectification, critique, confrontation d'interprétation sur le sujet, que ce soit à travers une réponse publique ou par mail à nucléaire-esbroufe@riseup.net

À bas l'État et le nucléaire !

Retrouvez l'intégralité du texte sur bureburebure.info



Sur-mesure

Pour en finir avec la mise en mesure du monde

Dans les forêts de Tchernobyl ou les plaines de la région de Fukushima, il ne suffit pas d'être attentif pour percevoir le danger. Quand la pluie tombe, quand le vent se lève, quand on chute, la figure à même le sol, ce qui nous vient à la gueule, ce n'est pas une nature brute, mais l'effet d'une technologie qui nous pénètre. Nous ne sentons pas plus notre peau brûler que nos vêtements mouillés, nous ne voyons pas de loin un nuage de poussière s'approcher, nous ne respirons pas l'odeur d'un incendie. En territoire contaminé, c'est l'invisible qui porte le danger pour qui n'a pas les moyens de lire les signes de cet imperceptible. Notre relation est dénaturée. Le paysan qui connaît la terre qu'il travaille, sait lire son acidité, sa fertilité, tandis que l'ignorant ne voit que de la terre indistinctement. L'ami sait lire dans les traits de l'autre son inquiétude ou son mensonge. Nous pouvons apprendre à lire les nuages, à reconnaître ceux qui portent la pluie de ceux qui apportent le beau temps. Rien de tout cela en territoire contaminé, vous aurez beau plisser les yeux, rester des mois entiers à renifler l'air, vous ne percevrez jamais rien, n'apprendrez jamais rien : votre corps et votre expérience ne suffisent jamais à vous faire comprendre ce qui vous environne. Vous marchez dans un monde en étranger, en tumeur que la nature viciée s'efforce de répandre. Pour comprendre ce monde dans lequel vous errez, il faut se mettre à sa mesure. À la mesure d'un monde qui est créé par la technologie dans laquelle vous êtes sommé de devenir un de ses outils, un produit de sa production. Agir selon les instructions d'une machine ou bien être maudit par l'imperceptible : voici ce qu'offre la vie en territoire contaminé.

Depuis quelque temps, le monde médiatique régurgite le thème de la vie en territoire contaminé, films et livres se font ainsi l'écho de territoires fascinants. Entre retours de notre monde à un état sauvage post-apocalyptique et témoignages selon lesquels on survit tout

de même dans ces territoires, les représentations morbides nous inondent. Depuis Fukushima, l'heure n'est plus à cacher toutes les conséquences de la catastrophe pour les apôtres du nucléaire, il s'agit maintenant d'approfondir cyniquement les effets de son extension. Nous ne verrons plus des blouses blanches nous assurer à la télé, sans sourciller et légèrement déconfités, qu'il n'y a pas de catastrophe tout en organisant notre évacuation. Mais des experts nous inviteront tout sourires à regagner nos foyers, puisque le pire est prévu. Si, à Fukushima, il existe effectivement des zones interdites au retour, le gouvernement incite néanmoins leurs exilés à retrouver leurs maisons et la population japonaise à consommer à nouveau les produits de la région. Dès les premières semaines, l'État japonais avait présenté la catastrophe nucléaire sur le registre du séisme qui l'avait précédée : celui d'une catastrophe naturelle. À ce titre, il fallait aider provisoirement les victimes en rendant leurs foyers habitables au plus vite. Mais la différence est de taille. Si le séisme et le tsunami dévastent les terres et les corps, cette eau s'en retourne dans l'océan et la culture humaine peut s'établir à nouveau, tandis que les explosions des réacteurs engendrent un dégagement radioactif qui perdure et se fiche dans les terres, dans les corps et dans l'océan en les empoisonnant pour des millénaires. C'est pourquoi la culture humaine appelée à retourner sur ces terres s'en voit elle aussi radicalement transformée. S'adapter en subissant ou subir en s'adaptant, choisis ton camp citoyen!

La contamination du territoire, c'est bien là l'entreprise nucléaire. Nous ne pouvons pas la comprendre sans les structures qui permettent une technologie si poussée, une spécialisation des tâches où certains et certaines peuvent être des physiciens nucléaires, d'autres des ingénieurs, et d'autres encore des exploités de l'industrie et des mines de cobalt, d'or, d'uranium, de coltan, etc. qui permettent aux appareils de mesure et aux laboratoires d'exister. On peut vivre dans un territoire contaminé. L'État y organise notre quotidien et s'occupe de

notre santé. La catastrophe ne gêne pas l'État, bien au contraire, elle le rend incontournable. Et il nous faut accepter, comme dans les villes japonaises, de croiser des dosimètres plantés dans les rues, d'entendre les consignes quotidiennes rythmant les ramassages de salades et les moments où il est recommandé d'étendre son linge. Il faut accepter de faire analyser régulièrement son urine, de craindre la pluie porteuse de radioactivité, d'écouter les préconisations gouvernementales, de nous fier au dosimètre qu'on porte autour du cou. Oui! Vous pourrez rire et aimer en zone contaminée, mais à la merci d'un savoir qui vous dépasse comme jamais. La médiation scientifique devient le tissu de toute expérience. Vous pourrez boire un verre là où le bar n'est pas trop soumis aux radiations selon les mesures rendues publiques par les autorités civiles ce soir-là. Vous pourrez manger au restaurant, mais vous éviterez les champignons puisque vous avez mangé de la salade à midi, ce que votre « dosimaître » n'a pas aimé. Quand vous embrasserez quelqu'un sous la pluie vous aurez peut-être un instant de frayeur en entendant biper vos dosimètres. « Pure radiophobie », dira votre coach en développement personnel. L'expertise d'autrui dominera toute votre existence. Sans elle vous n'oserez pas sortir. Et qui se risquerait à la remettre en cause?

L'entreprise nucléaire est claire, d'une certaine transparence... Nous présenter la vie en territoire contaminé c'est nous habituer à l'état de catastrophe. Ne sommes-nous pas déjà habitués à vivre en territoire où la mesure élabore la norme? À calculer la qualité de l'air, de l'eau dans laquelle on nage ou que l'on boit, l'empreinte carbone de nos achats, le débit d'électricité que nous consommons? À pucer nos poubelles pour contrôler le tri des déchets, les animaux pour vérifier leur conformité sanitaire? La transparence pour le contrôle, c'est la mesure du conforme, de l'ordre, de la norme. Et cette norme nous échappera toujours, elle n'est que ce que la science peut mesurer. Un poisson normal doit mesurer tant, n'avoir pas plus de tant en métaux lourds. Une eau normale ne dépasse pas tel seuil de pollution. Comment pourrions-nous, sans ces intermédiaires, reconnaître la pollution de l'eau du robinet que nous buvons si son goût n'en

est pas altéré? Quoi répondre au scientifique qui nous dit de cette eau : « *C'est normal qu'elle ait trop de bidule mais en termes du trucs, elle est dans la norme : y-a-pas-d'souci !* » ? Nous avons appris à laisser d'autres avoir prise sur notre environnement. Cette dépossession résulte du capitalisme et de l'État. Ce couple permet la réalisation de cette mise en mesure du monde et s'y déploie sans limite. La représentation a avancé d'un pas : le monde ne se regarde plus, il se mesure. En territoire contaminé cet énoncé ne relève ni de la théorie ni de l'idéologie, mais de la réalité quotidienne la plus commune.

Au fond, ce que le désastre permet c'est d'en arriver directement au moment où la mise en mesure du monde est la nécessité dictée par l'État pour « survivre ». La gestion du nucléaire aura révélé l'essence même du monde qui l'aura rendu possible. Nucléarisé, le capitalisme ne laisse exister le monde qu'au travers de la mesure, il n'offre pas de choix entre une existence dans une société ou une autre, par exemple primitiviste ou communiste. Il est univoque. Le nucléaire est un signal de l'expansion continue de l'économie à tous les aspects de l'existence. « *Soyez, en toutes choses, les petits comptables de vos existences et de vos productions!* » nous dit l'économie. C'est ainsi que Rifkin, le parangon de l'économie connectée, a beau jeu de prédire la fin capitaliste du capitalisme. Il propose aux gouvernements son modèle social, horizontalement démocratique, où chacun sera libre de vendre l'énergie électrique de son éolienne et pourra louer sa friteuse et ses chemises, son puits, son potager et son poumon droit, nous libérant ainsi – en mode BlaBla Car – d'EDF, de H&M et de Veolia puisque nous serons devenus nous-mêmes des entreprises à visage humain. Le monde connecté de l'hyperhorizontalité n'est jamais que le monde où tous les rapports sont médiés par un référentiel universel auquel nous serions tous étrangers. Après le temps de travail pour le capital, après le temps de travail et le temps de loisir, pour le capital, toute la vie au service du capital. Tous les rapports sont désormais perçus sous l'angle de la rentabilité. Quel argent perdu quand je sors de chez moi sans louer mon appartement, et à quoi me servent ces pantalons si je ne les porte pas, et ma voiture, mon savoir? Dans ce monde hyperconnecté seuls le sont ceux et



Montre à deux aiguilles, Jaquet-Droz, Genève, Louis XVI, dans *L'amour de l'Art*, p. 156, 1^{er} janvier 1948, Bnf.

celles qui ont quelque chose à étaler sur le plan de la mesure, les autres restent en dehors. La vie au stade technologique est une vie sous assistance numérique, basée sur l'anticipation des comportements et la programmation du devenir. Ce qui est absent de cette communauté interconnectée, c'est la vie avec ses inutilités, son désordre et ses frictions. L'étalage universel de la mesure est le schème du monde de l'économie. Le maillage du vivant.

Nous reste-t-il à nous morfondre de notre défaite totale en comptant les derniers soubresauts d'une vie abandonnée? Certainement pas. Nous croyons au contraire que la vie ne peut pas se laisser enserrer dans les cages de la mesure et qu'il nous est possible d'attaquer ces dernières. Que nous ayons à faire avec les désastres nucléaires pour des millénaires est un fait, et nous n'entendons pas les autogérer. Ce que pourront faire les individus libérés de l'économie et de l'État leur appartiendra. Préservation des connaissances nucléaires en vue de son éradication? Signalement des zones néfastes pour la vie? Les idées ne manqueront pas, et s'il faut mettre des nucléocrates à la piscine pour qu'ils se mouillent dans le démantèlement nous saurons leur trouver un maillot. Dénoncer ces instruments pour ce qu'ils sont. Saboter les machines. Détruire leurs relais de comptabilité. Quand les puces de poubelles sont désactivées, quand les pointeuses sont brisées à coups de masses, quand les capteurs d'air sont détruits, l'emprise se relâche. Quand on refuse le puçage des brebis ou les normes d'hygiène, les normes sanitaires et les pesticides, quand on refuse d'être évalués, quand on brûle les piquets de repère à la construction d'un pylône THT ou d'une prison, l'emprise se relâche.

La mesure est partout, chacun saura où la trouver.

Septembre 2016,
Groupe sanguin rhésus négatif

La vache et l'irradié

Les détecteurs de radioactivité suivants ont été soufflés par un vent mauvais incendiaire : Brennilis, Salives-Morvilliers et Belleville-sur-Loire.

« Au lendemain de l'accident, la seule chose à laquelle j'ai pensé a été de sauver des animaux.

Maintenant, je ne peux plus arrêter. » Naoto Matsumara (Metronews, 10 mars 2014)

Naoto Matsumara, *Le Dernier Homme de Fukushima, est le promoteur et le héros utile de la survie en milieu contaminé. Il y a quelques décennies, c'était la vache qui sauvait le prisonnier.*

Il y a deux raisons pour lesquelles ces détecteurs méritaient ce sort. La première est bien connue de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'industrie nucléaire, la seconde l'est bien moins.

La première raison est qu'ils ne tiennent pas la promesse de la transparence, mais la seconde est plus décisive : elle relève de ce que nous promet la transparence. Ce sont ces deux formes de mensonge que ces destructions livrent à la publicité.

Les nucléocrates comme les antinucléaires savent bien que « l'unité de mesure supportable » par l'homme varie selon les besoins du moment de l'industrie nucléaire. Les premiers parce qu'ils organisent le va-et-vient des doses administrées, leurs contestataires parce qu'ils dénoncent ce mensonge quantitatif.

Les habitants des environs de Fukushima – y compris les plus fragiles – sont légalement exposés aux doses naguère prévues pour les seuls travailleurs des centrales, les circonstances posent la norme. Les appareils de mesure installés par les autorités japonaises l'ont

été de telle sorte qu'ils reflètent une quantité d'irradiation minorée, cela oriente les dissensions entre écolocrates et nucléocrates vers un devoir commun de transparence.

Le régime d'habitation est à l'œuvre depuis le début de l'histoire de la radioactivité industrielle et médicale. Les études effectuées depuis Hiroshima et Nagasaki partent du principe que l'homme s'adapte à la dose, c'est la définition même du sievert. L'OMS écrivait dès 1957 : « Cependant, du point de vue de la santé mentale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude et qui, pour citer Joseph Addison le poète anglais du XVIII^e siècle, saurait "chevaucher l'ouragan et diriger la tempête". » On sait lesquels font les fous.



Après l'effondrement des réacteurs de Fukushima, l'opacité idéologique était telle qu'elle avait laissé apparaître l'absence d'informations. Spontanément, quelques citoyens comblèrent cette lacune en organisant des campagnes de distribution de détecteurs de radioactivité individuels. Quelques mois plus tard, leur combat pour l'accès de tous à l'information s'institutionnalisa sous la forme du CRMS (Citizen's radioactivity measuring station) avec l'adoubement de la CRIIRAD. Ce sont les mêmes intentions qui guidèrent les pionniers de la contre-mesure en France. Aujourd'hui, de la Biélorussie au Japon, les effets pervers de cette volonté de transparence qui complète celle des nucléaristes finissent de se révéler, le problème ne serait plus l'atome, mais la dose.

Venons-en à l'aspect qualitatif du mensonge. Nous sommes habitués et il s'agit de nous résigner plus encore. La France est constellée d'appareils de mesure de radioactivité non pas pour nous protéger – un thermomètre ne fait pas baisser la fièvre ni ne refroidit un corium – mais pour nous rendre ordinaire la présence même du nucléaire. Leur dispositif consacre une attente collective. Ils condensent la certitude d'une catastrophe à venir en maquillant celle qui est déjà là, en régime chronique, sinon aigu. L'IRSN, l'ACCRO et la CRIIRAD, chacun à sa sauce, préparent les citoyens à devenir acteurs de la catastrophe le moment venu. L'écologiste chevauchera l'ouragan pendant que l'État dirigera la tempête. L'autre solution est évidemment que l'industrie nucléaire cesse. C'est la seule façon de rendre réellement les détecteurs de radioactivité à leur inutilité.

Plus généralement, qu'il s'agisse de la gestion de l'argent en période de crise économique perpétuelle assumée ou d'autres formes de nuisances morbides comme les pesticides, les OGM, etc., les normes juridico-techniques, volontiers participatives, régulent l'attente de la catastrophe. Les chiffres et les codes désignant les seuils de la qualité de la vie traduisent la réalité de sa dégradation. Nous sommes sommés de nous contenter de ne pas être déjà demain quels que soient nos malheurs d'aujourd'hui.

On n'arrête pas plus l'émission de radioactivité d'une centrale nucléaire en pétant un compteur Geiger qu'on n'arrête le passage du temps en cassant sa montre ou une horloge. Mais contrairement au temps, la radioactivité est lourde de certitudes.

Fernandel, 10 mai 2015

Revue de presse non exhaustive autour de sabotages préparés sur des détecteurs de radioactivité.

Incendies criminels de 3 stations de prélèvement d'air situés près de sites nucléaires

AFP, 12 mai 2015 à 19h51.

« Ce sont des actes de malveillance car le feu a pris par le bas », a indiqué mardi le directeur général adjoint de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire à propos des sites de Brennilis (Finistère), Belleville-sur-Loire (Cher) et Salives (Côte d'Or).

Les faits se sont produits entre dimanche matin et lundi matin. Trois stations de prélèvement d'air situées non loin de sites nucléaires dans le Finistère, le Cher et en Côte-d'Or ont été incendiées, a confirmé mardi l'IRSN, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, propriétaire de ces matériels. « Ce sont des actes de malveillance car le feu a pris par le bas », a déclaré Jérôme Joly, directeur général adjoint de l'IRSN, en charge de la radioprotection. Dans l'une des trois stations, « un système de mise à feu très rudimentaire » a été retrouvé, a-t-il précisé. Ces trois préleveurs d'air servent à analyser la radioactivité ambiante. « En l'état, des constatations sont menées pour voir si ces faits pourraient être liés les uns aux autres. A ce stade, il n'y a eu aucune revendication », a souligné une source proche du dossier. Trois enquêtes ont été ouvertes, a-t-elle ajouté. La radio RTL a révélé mardi que « trois incendies criminels » étaient intervenus sur des stations à Brennilis (Finistère), Neuvy-sur-Loire (Nièvre) et Salives (Côte-d'Or), ajoutant que « pour l'heure, les gendarmes ont retenu la piste d'une action coordonnée ».

Deux stations "détruites"

EDF a confirmé l'incendie de matériels de prélèvement de l'air atmosphérique sur deux stations situées « à proximité des sites nucléaires de Brennilis et Belleville-sur-Loire » (commune du Cher située juste en face de Neuvy-sur-Loire). Ces deux stations « sont détruites », a

indiqué Jérôme Joly, qui *“déploie ce genre d’acte qui limite la qualité de surveillance des exploitants nucléaires”*.

Une troisième station, située près du site de production d’armes nucléaires de Valduc (commune de Salives) appartenant au CEA (Commissariat à l’énergie nucléaire) *“a fait l’objet d’un départ de feu mais la tentative d’incendie a finalement échoué”*, a souligné Jérôme Joly. C’est là que le système de mise à feu a été retrouvé. *“Le préleveur d’air est toujours opérationnel”*, a-t-il ajouté.

“Des enquêtes sont en cours”

Comme c’est le cas pour tous les incidents se déroulant à proximité de ses sites, EDF en a informé les pouvoirs publics et l’Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et dans les deux cas, *“des enquêtes sont en cours”*, a précisé un porte-parole du groupe. **Les sinistres se sont produits “dans la nuit de dimanche à lundi” pour le site proche (environ 1,5 kilomètre) de la centrale nucléaire de Brennilis - à l’arrêt depuis 1985 et en cours de démantèlement - et “lundi tôt dans la matinée” pour celui des environs de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire (Cher), a précisé EDF.**

Les préleveurs d’air de l’IRSN, qui sont installés sur des sites appartenant aux exploitants, pompent de l’air sur un filtre qui est relevé tous les jours. Il est ensuite envoyé à un laboratoire de l’IRSN qui se charge de l’analyser. *“C’est la première fois que ce type de dégradation intervient sur des préleveurs d’air à ma connaissance”*, a souligné M. Joly, jugeant *“stupide de s’attaquer à des moyens de surveillance”*. **Deux des stations étant détruites, “on va perdre une indépendance de la surveillance pendant quelque temps”, le temps de les remplacer, a-t-il relevé.**

Incendies criminels près de trois sites nucléaires.

RTL, Le 12 mai 2015.

– L’action est sans doute coordonnée mais elle n’a pas encore été revendiquée.

Trois stations météo destinées aussi à effectuer des prélèvements d’eau et d’air ont été les cibles d’incendies criminels au cours du week-end. Point commun : **elles sont toutes**

situées à proximité directe de sites nucléaires. Une station météo a ainsi été endommagée à Brennilis, dans le Finistère, près d’un site désaffecté alors que deux stations de prélèvements d’eau et d’air ont été la proie des flammes à Neuvy-sur-Loire (Nièvre), près de la centrale de Belleville, et une autre à Salives (Côte d’Or), près de celle de Valduc. Des enquêtes de gendarmerie ont été ouvertes.

Ancienne centrale nucléaire. Incendie criminel à la station météo

Ouest France – Le 12 mai 2015.

Un équipement de la station météo appartenant à l’ISRM, appui technique de l’autorité de sûreté nucléaire, a été détruit par un incendie il y a environ 48 h. L’endroit est situé à 1,5 km du site nucléaire en déconstruction de Brennilis. **Il n’appartient pas à EDF, qui possède ses propres installations de mesures, à l’extérieur également du site, mais à l’IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), un organisme indépendant qui contrôle les activités des centrales nucléaires. C’est juste un appareil, parmi plusieurs autres, et un bâtiment en dur qui a été complètement détruit. L’appareil sert à mesurer la qualité de l’air, notamment ses charges en radioactivité. Il n’y a pas eu d’effraction dans le grillage de 10 m sur 15 qui clôt la parcelle à l’entrée du bourg. La brigade de recherches de Châteauneuf-du-Faou mène l’enquête.**

Plusieurs incendies criminels suspects près de centrales nucléaires.

Le parisien.fr, 12 mai.

Personnes mal intentionnées ou action militante anti-nucléaire ? Toutes les pistes sont explorées après les incendies volontaires ce week-end de stations météo de prélèvement d’eau et d’air situées à proximité de centrales nucléaires actives ou en passe d’être démantelée, comme l’a révélé RTL. L’IRSN, l’Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, propriétaire de ces matériels, a confirmé les dégradations. Les préleveurs d’air de l’IRSN, qui sont installés sur des sites

appartenant aux exploitants, pompent de l’air sur un filtre qui est relevé tous les jours. Il est ensuite envoyé à un laboratoire de l’IRSN qui se charge de l’analyser.

L’ancienne centrale nucléaire de Brennilis (Finistère) a bien été la cible d’une attaque, confirme Ouest-France. La structure est en plein travaux de démantèlement. Les sites des centrales nucléaires de Belleville-sur-Loire (Nièvre) et Salives (Côte d’Or) ont également été visés. Ces deux stations de prélèvement sont détruites.

« En l’état, des constatations sont menées pour voir si ces faits pourraient être liés les uns aux autres. A ce stade, il n’y a eu aucune revendication », a indiqué de son côté une source proche du dossier.

Un système de mise à feu a été retrouvé près du site de nucléaire militaire de Valduc (commune de Salives) appartenant au CEA (Commissariat à l’énergie atomique). Car la tentative d’incendie a partiellement échoué. Plusieurs enquêtes de gendarmerie pour dégradation volontaire ont été ouvertes afin de retrouver les auteurs.

Trois incendies criminels dont deux en Bourgogne à proximité de sites nucléaires.

France 3 Région, 12 mai 2015.

Salives en Côte-d’Or et à Neuvy-sur-Loire, dans la Nièvre des stations météo destinées aussi à des prélèvements d’eau et d’air ont été la cible de ces actes criminels qui pourraient avoir été coordonnées.

Trois stations météo situées à proximité de sites nucléaires ont été les cibles d’incendies criminels au cours du week-end.

La Bourgogne est particulièrement concernée par ces tentatives d’incendie puisque l’une de ces stations météo est située à Salives non loin du site nucléaire de Valduc.

Deux autres stations météo incendiées se trouvent à Neuvy-sur-Loire, dans la Nièvre à proximité de la centrale de Belleville. Enfin, une quatrième station météo endommagée se trouve à Brennilis dans le Finistère, près d’un site désaffecté. Ces actes criminels vraisemblablement coordonnés n’ont

toujours pas été revendiqués.

Des enquêtes de gendarmerie ont été ouvertes. A Dijon, c’est la section de recherche de la gendarmerie qui opère. Pour le moment les différentes enquêtes ne sont pas regroupées. Il faut attendre de vérifier si les auteurs, les modes opératoires et les produits utilisés sont identiques.

Trois incendies criminels près de sites nucléaires dont le CEA Valduc

Le Bien Public, 12/05/2015 à 11:49

Lundi, une station météo située à proximité du site nucléaire de Salives a été visée par un incendie criminel. D’autres faits similaires se sont produits ce week-end en France. Selon le site RTL.fr, trois sites de prélèvements d’eau et d’air ont été la cible d’incendies criminels durant le week-end à travers la France. Point commun, ces sites sont tous situés à proximité de sites nucléaires. Parmi eux, la station météo de prélèvement d’eau et d’air de Salives située tout près du CEA de Valduc. Ont également été frappées une station météo à Brennilis, dans le Finistère, près d’un site désaffecté et une station de prélèvement d’eau et d’air à Neuvy-sur-Loire (Nièvre). Des enquêtes ont été ouvertes.

Contacté par notre titre, François Bugaut, qui dirige le Commissariat à l’Énergie Atomique (CEA) de Valduc, **a confirmé qu’une station météo commune au CEA et à l’IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) a bien été la cible d’un départ de feu lundi.** Les dégâts sont minimes et la station est ce mardi parfaitement opérationnelle. Une plainte a été déposée et l’enquête a été confiée à la gendarmerie.

Brennilis. Un incendie criminel près du site nucléaire

Le Télégramme, 12 mai 2015 à 22h34

Mystère autour de plusieurs sites nucléaires en France. Trois incendies criminels sont survenus dans la nuit de dimanche à lundi, dont un à Brennilis.

Un équipement de surveillance radiologique,

situé à plus d'un kilomètre de l'ancienne centrale nucléaire de Brennilis et propriété de l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) a été détruit par le feu dans la nuit de dimanche à lundi. L'origine volontaire de cet acte de malveillance fait d'autant moins de doute que deux autres stations du même type ont subi simultanément le même sort en Côte d'Or, à Salives et dans la Nièvre, à Neuvy-sur-Loire.

Des actes stupides

Trois plaintes ont été déposées, et une enquête est en cours. Au plan local, elle a été confiée à la brigade de Châteauneuf-du-Faou, qui ne communique pas en l'état. Au siège de l'IRSN, à Paris, on avoue une certaine incrédulité, face à ces trois incendies volontaires. Jérôme Joly, directeur général adjoint de l'institut public, en charge de la radioprotection, évoque des actes « *d'autant plus stupides que nous exerçons une mission de service public, avec l'argent des contribuables, afin de repérer les incidents éventuels que l'exploitant n'aurait pas lui-même détecté* ».

Des contrôles quotidiens

En l'occurrence, la station de Brennilis contrôle chaque jour les poussières de l'atmosphère, pour repérer tout incident qui n'aurait pas été vu par l'exploitant de l'ancienne centrale, actuellement en cours de démantèlement. Ce lundi matin, l'agent qui venait collecter le filtre posé à 1,50 mètre du sol, dans un préleveur d'air de la taille d'un carton à papier, a découvert que l'appareillage avait été incendié. Cet appareillage, en plein air, est situé sur un terrain grillagé et côtoie d'autres installations en dur, qui elles, n'ont pas été vandalisées.

Valduc : qui en veut à la surveillance de l'air ?

Le Bien Public, 13/05/2015 à 12:00

Des inconnus se sont attaqués, au cours du week-end, à trois stations de prélèvements d'air près de sites nucléaires, dont celui du CEA de Valduc, à Salives. L'action n'a pas été revendiquée.

Un même week-end, et des cibles similaires, toutes liées à des installations nucléaires : à Salives, près du centre du commissariat

à l'énergie atomique (CEA) de Valduc, à Brennilis, en Bretagne, à proximité d'une centrale nucléaire désaffectée, et à Neuvy-sur-Loire, dans la Nièvre, tout près de la centrale nucléaire de Belleville (Cher), des stations de prélèvement d'air ont été incendiées par des inconnus.

Selon François Bugaut, directeur du CEA de Valduc, la station de Salives a « *bien été la cible d'une tentative d'incendie volontaire, mais les dégâts sont minimes. L'installation est restée opérationnelle.* »

Aucune revendication n'avait été diffusée hier soir, mais il ne fait aucun doute que les trois actions étaient parfaitement coordonnées. Par qui et dans quel but ?

Les stations de prélèvement d'air de l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) recueillent de l'air qu'elles font passer à travers un filtre. Ce filtre est relevé quotidiennement, et expédié à un laboratoire spécialisé de l'IRSN qui l'analyse pour mesurer la présence éventuelle de radioactivité. On comprend mal quel dessein peuvent avoir ceux qui ont cherché à les détruire...

À la gendarmerie, on se refuse à évoquer les investigations en cours. **Les hommes de la section de recherches de Dijon ont été chargés de l'enquête, avec leurs collègues des brigades des recherches d'Is-sur-Tille et de Cosne-Cours-sur-Loire. Et l'on sait que les techniciens spécialisés dans l'identification criminelle de la plateforme judiciaire de Dijon ont passé de longues heures près de la station de prélèvement de Salives, où des systèmes de mise à feu auraient été retrouvés.**

Les gendarmes expliquent simplement qu'ils prennent l'affaire « *très au sérieux* », et que « *la surveillance est renforcée aux abords des sites sensibles, de la part des unités spécialisées comme de la part des unités départementales.* »

Une tâche qui n'est pas facile : si le centre en lui-même n'occupe que 180 hectares, le terrain du CEA s'étend sur près de 600 hectares, dont 400 de bois et forêts. Un peloton de gendarmes mobiles spécialement entraînés et équipés a en charge la protection des alentours du centre proprement dit, lui-même surveillé directement (accès et intérieurs) par des hommes armés

appartenant à une unité spéciale du CEA, la FLS (force locale de sécurité).

Enfin, si le signal lancé par les inconnus peut inquiéter et nécessite préparation et coordination, il faut savoir raison garder : la station qui a été la cible d'une tentative d'incendie est située à plusieurs kilomètres du centre proprement dit, et même sa destruction totale n'aurait eu aucun impact sur la sécurité des installations nucléaires en elles-mêmes, puisqu'elle ne sert qu'à effectuer des prélèvements.

Trois incendies criminels liés à des sites nucléaires

La Dépêche 13.05.2015

La gendarmerie a ouvert une enquête pour dégradations violentes après que trois sites aient été incendiés dans la nuit de dimanche à lundi, rapporte *RTL*. Ce sont trois stations de prélèvement d'eau et d'air, situées tout près des centrales nucléaires de Brennilis (Finistère), de Belleville-sur-Loire (Nièvre) et de Valduc (Côte-d'Or) qui ont été partiellement ou totalement détruites par le feu.

Des actions coordonnées

Les enquêteurs ont découvert sur l'un des lieux sinistrés un dispositif de départ de feu qui ne laisse pas de doute sur l'intention criminelle des auteurs des faits. Ces actes de malveillance ont probablement été coordonnés, selon les premières constatations, même si ils n'ont pas été revendiqués pour le moment. L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire a déclaré que tout était mis en œuvre pour retrouver les coupables.

La résilience, nouvelle religion d'Etat



Liquidateurs mesurant la radioactivité dans un champs à proximité de la centrale de Tchernobyl, 1986, Igor Kostin.

1. Howard et Eugene Odum, « Structure and Productivity of a Windward Coral Reef Community on Eniwetok Atoll », Ecological Monographs, 25 (3), 1955, p. 291-320

2. Thierry Ribault, *Contre la résilience*, L'échappée, 2021, p. 29

Les études critiques sur la résilience ne sont pas nombreuses, tandis que les références à cette notion se multiplient. Thierry Ribault est venu opportunément corriger le tir en publiant *Contre la résilience* (L'échappée, 2021).

Le concept de résilience est issu de l'ingénierie ferroviaire et désigne originellement la résistance des rails aux chocs et déformations, mais va très tôt s'aventurer dans d'autres domaines. Au milieu du 20^e siècle,

la discipline écologique s'empare du terme. Les frères Eugene et Howard Odum sont des pionniers pour la recherche écologique des écosystèmes. Ils vont être dépêchés au milieu des années 1950 par l'US Atomic Energy Commission pour étudier l'irradiation par les essais atomiques américains des atolls situés dans l'océan Pacifique. Ils considèrent alors ces études – et les explosions à leur origine – comme « opportunité unique de mener des analyses d'une importance considérable relatives aux effets des radiations provenant des produits de fission sur la population entière et sur l'ensemble des systèmes écologiques sur le terrain »¹. Il s'agit de tester leur résistance aux effets induits par les rayonnements ionisants. L'écologie systémique émerge du champ de l'écologie des radiations, c'est-à-dire « l'intérêt morbide [...] pour l'étude de la capacité du vivant à s'adapter à sa propre destruction et à en tirer parti »².

Par la suite, l'usage du terme va se multiplier et se médiatiser, notamment en psychologie avec les travaux de Boris Cyrulnik. Dès 2008, la notion de résilience émerge au sein de l'Etat français: un Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale définit la résilience comme « la volonté et la capacité d'un pays, de la société ou des pouvoirs publics à résister aux conséquences d'une agression ou d'une catastrophe majeures, puis à rétablir rapidement leur capacité de fonctionner normalement, ou à tout le moins dans un mode socialement acceptable ». Le Livre blanc mentionne : « Les différentes atteintes possibles à la sécurité, qu'elles résultent d'initiatives hostiles ou de catastrophes naturelles, exigent un niveau identique d'anticipation, de préparation et de rapidité dans la réaction pour nos concitoyens. »

Après avoir pendant un temps envisagé de sortir du nucléaire, la réponse de l'Etat japonais à la catastrophe nucléaire de Fukushima a été de créer un Ministère de la résilience. Loin d'être anodine, cette institution est un symbole de la nouvelle stratégie déployée par les pouvoirs pour faire face aux désastres, au Japon comme ailleurs. En France, la loi portant sur la question environnementale de 2021 a été nommée « loi climat et résilience », tandis que le déploiement de moyens militaires lors de la crise sanitaire de la Covid-19 a été dénommé « Opération résilience ». Aujourd'hui en France, les ministères des armées et de l'environnement semblent se disputer l'usage de la notion. Quand ce sont les militaires qui s'emparent de la résilience, il est difficile de faire croire que c'est pour notre bien. Nous sommes en réalité invités, flingue sur la tempe, à nous sacrifier pour la Nation, s'il le faut en bouffant du poison. Voilà ce qui donne une petite idée de ce que contient, au fond, cette idéologie: maintenir l'ordre tel qu'il est.

Il ne s'agit plus de nier l'avènement de la catastrophe mais de s'y préparer, et donc de faire accepter son inéluctabilité. Pour cela, trois stratégies sont mobilisées : en minimiser les conséquences (par exemple en niant les effets des radiations sur les formes de vie, pourtant avérés, et de manière générale en produisant de l'ignorance à la manière dont l'industrie du tabac a tenté de minimiser les conséquences sanitaires de l'usage du tabac); expérimenter la survie dans des zones contaminées en maintenant les populations sur place (comme c'est le cas en Biélorussie et à Fukushima), légitimant du même coup l'industrie de la décontamination, de la reconstruction, des déchets; impliquer les citoyens et citoyennes, afin d'obtenir sinon l'adhé-

sion, au moins un consentement général.

On en appelle même à l'autogestion, mais une autogestion dans un cadre strict où les autorités et les experts restent les maîtres. Une autogestion du désastre, où la volonté de s'émanciper de ce qui a causé le désastre peut être assimilé à du terrorisme. Nous sommes en réalité dans l'art le plus raffiné de la cogestion, à la manière dont les syndicats ont participé à l'accumulation de capital, et ainsi à aménager leur propre exploitation. Ici, les citoyens sont appelés à mettre la main à la pâte de l'administration du désastre. Il ne s'agit plus de négocier la longueur des chaînes, mais la dose d'empoisonnement...

L'administration du désastre à Fukushima a en effet trouvé des appuis citoyens de choc. Peu de temps après la contamination radioactive et alors que les plus lucides tentent de fuir le plus loin possible, quelques huluiberlus fondent l'ONG locale Ethos in Fukushima, afin de pousser à rester vivre en zone contaminée. Le nom choisi est une référence explicite à un programme des nucléocrates à Tchernobyl, ETHOS, visant à expérimenter la « sous contrainte radiologique » tout en niant l'étendue des dégâts.

Ryoko Ando, la plus fervente de ces huluiberlus, critique même le dédommagement des exilés contraints de fuir la radioactivité, tout en appelant les autorités à intervenir pour faciliter l'autogestion des populations en zone contaminée: distribuer des dosimètres, envoyer des experts, organiser des réunions publiques. Le techno-totalitarisme se pare d'une orientation libertarienne.

Perfusée à l'idéologie de la résilience, l'ONG locale peut ainsi déclarer quelques mois après la catastrophe: « Ce dont il s'agit, c'est de

la vie à Fukushima après la catastrophe nucléaire. Mais au-delà, c'est notre capacité à léguer un avenir meilleur, car c'est merveilleux de vivre ici. L'histoire de Fukushima est un cadeau pour le futur ». Pas sûr que les malades et les endeuillés le voient de cette façon.

L'idéologie de la résilience est en fait considérée comme une sorte de nouvelle religion d'Etat, où toutes les situations suscitant de la vulnérabilité sont saisies pour inciter à faire du malheur une source de rebond et d'adaptation: finalement une idéologie de « faire avec », tout en individualisant la responsabilité de la catastrophe. Son fondement est l'adaptation, instillant une nouvelle forme d'eugénisme. Ce sont les plus aptes à rebondir qui seront sauvés, pour subsister dans un monde où la vie est réduite à la survie et les individus condamnés à bricoler des solutions pour se protéger eux-mêmes.

Dans cette idéologie où chaque crise est prétexte à rebondir, l'être humain est considéré comme un système similaire à une machine, conformément à la cybernétique: un noyau de matière sans cesse envahi par des informations à intégrer et autour duquel gravitent les cercles circulaires de la vie biologique, du mental et de l'esprit. La religion est, au passage, réhabilitée comme un mécanisme consolidant le système immunitaire et favorable à la capacité de surmonter les chocs. On ne sait plus très bien si la religion est résilience, ou si la résilience est religion.

Chaque drame et catastrophe, source de perturbation, est finalement considéré positivement, permettant de sortir de sa zone de confort et de s'adapter, et ainsi progresser – c'est-à-dire être productif. La résilience est en réalité une forme de management visant à conditionner l'être humain. Le changement, c'est bien, ça permet de rester actif. Les suicidés de France

Telecom en savent quelque chose.

On ne peut pas nier que la résilience a quelque chose de séduisant. De fait, à peu de frais apparents, elle nous offre clé en mains une solution à nos déboires, vantant en même temps nos capacités à rebondir et à se sortir de n'importe quelle situation, sans avoir à remettre en jeu les orientations profondes. Ce n'est pas pour rien que c'est par la psychologie que la résilience s'est diffusée dans les populations.

Il ne s'agit pas de nier que toute personne a des ressources parfois insoupçonnées pour faire face aux épreuves, ni de proposer de se complaire dans le désespoir, à la manière du mouvement romantique. Il me semble plus pertinent de se lancer « la conquête du bonheur », comme le propose Albert Libertad³ – entendu qu'il n'est ni un bonheur céleste, mais bel et bien terrestre, ni remis à plus tard, mais à portée de main, ni même une obligation.

Il n'y a toutefois rien de comparable avec l'idéologie de la résilience et sa contrainte au rebond. L'anarchiste entend s'épanouir pleinement en vivant intensément, y compris, au besoin, par la révolte contre ce qui se mettrait face à lui. La joie de vivre occupe une place, mais n'est pas confondue avec la liberté – dont la quête peut parfois mener à une existence tragique. La vie heureuse a quelque chose à voir avec les conditions de la vie sociale, tout en étant une aptitude découlant d'une démarche personnelle, qu'il est possible de conforter par des pratiques collectives. L'anarchisme est en général un dépassement du clivage individuel/collectif.

La lucidité face au désastre n'est pas incompatible avec les émotions, comme la fureur, la tristesse ou la peur. En l'occurrence, c'est bien ne pas fuir face à la radioactivité qui relève de l'irrationnel, contrairement

à ce que racontent les nucléaristes. La peur peut nourrir de saines réactions.

Ces émotions sont une manifestation palpable d'une condition partagée, pouvant donner lieu à une conscience collective du refus de vivre sous la menace. Surtout, elles font partie de l'être humain réel, complet, avec ses fragilités et ses inutilités. Toute émotion n'est pas valorisable, et c'est tant mieux. C'est pareil pour la souffrance: il n'y a aucun secret caché au fond de la douleur, pas plus de mérite ou de sens caché.

L'idéologie de la résilience est un des dispositifs de l'Etat pour nous faire passer la pilule de la domination, anticipant l'aggravation des désastres. Ce n'est plus seulement l'avenir qui a tout de dystopique, mais notre présent. Il pourrait encore se dégrader. Les expérimentateurs de tout poil en ont encore sous la pédale, nous préparant à vivre dans un monde invivable avec des solutions techniques qui renforcent les problèmes.

À la fin des années 1950, un philosophe faisait débiter la Condition de l'homme moderne par le lancement d'un satellite autour de la Terre⁴. Cet événement était alors l'expression de la tentative de fuite de l'homme moderne: s'évader de sa prison terrestre pour aller vers les étoiles et fuir le monde pour le Moi. La tête dans les étoiles... en étant branché sous respirateur.

Étrange tentation alors que la planète Terre est, autant qu'on le sache, la seule à nous procurer un habitat dans lequel on peut se mouvoir et respirer sans effort et sans artifice. Cette fuite en avant est l'expression du désir d'échapper à la condition humaine en artificialisant la vie elle-même. Étrange tentation, qui est en réalité un nouveau stade d'aliénation, où l'être humain s'aliène son propre milieu terrestre. Les mathématiques

sont l'outil nécessaire à cette tentative, réduisant tout en un langage simplifié, débarrassé de tout rapport sensible. Pas certain, pourtant, que les chaînes artificielles soient plus douces que les chaînes naturelles...

Cette tentative d'évasion pousse à produire un monde de plus en plus artificiel. La prophétie est autoréalisatrice, dans la mesure où cette artificialisation épuise les ressources naturelles, pollue l'ensemble de la planète et rend la Terre de plus en plus inhabitable. L'accélération de l'artificialisation est alors présentée comme la seule solution. Plus on solutionne par des moyens technologiques et industriels, plus on casse, plus on casse, plus on a besoin de solutions technologiques et industrielles. En économie, on appelle cela un marché captif. La réalité brute, c'est que le désastre est présenté comme le remède.

La même philosophe a poursuivi sa réflexion, pressentant que la conquête spatiale et son modèle de vie confinée, coupée de la nature, entièrement artificialisée, était emblématique de la condition de l'homme moderne – et peut-être son stade final.

« *'astronaute lancé dans l'espace extra-terrestre et emprisonné dans une capsule remplie d'instruments où chaque rencontre physique réelle avec l'environnement signifierait une mort immédiate peut fort bien être considéré comme la symbolique incarnation de l'homme d'Heisenberg – un homme pour lequel il sera d'autant moins possible de rencontrer jamais autre que lui-même [...] qu'il aura mis plus d'ardeur à éliminer toutes considérations anthropocentriques dans ses rencontres avec le monde non-humain qui l'environne* »⁵.

L'horizon de l'humain est la vie encapsulée dans des villes aseptisées et polluées, branchées à haut débit, médiatisées à travers des technologies. L'intuition de la philosophe était,

3. Albert Libertad, «la conquête du bonheur», L'anarchie, 25 octobre 1906

4. Hannah Arendt, Condition de l'homme moderne, Calmann-Lévy, 1983

5. Hannah Arendt, La crise de la culture, Gallimard, 1972, p.352

malheureusement, la bonne. Comme le rapporte Thierry Ribault, l'Unesco et l'ONU ont proposé en 2017 une transposition à la vie sur Terre des conditions de vie dans l'espace, pour faire face au manque d'eau: « *la station spatiale internationale, le matin, l'eau est consommée avec du thé, l'après-midi elle devient de l'urine et le lendemain elle sert à se raser... il s'agit de la même eau depuis des années!* », exulte l'onusien Richard Connor⁶. Les technocrates ne rêvent décidément pas de la même chose que nous.

L'art de s'accommoder avec la contamination peut aller très loin. Cette étrange fascination de la survie dans des situations extrêmes relève d'une fuite en avant où l'être humain se coupe de son habitat pour un milieu étanche, une cage artificielle déshumanisante. Chacun et chacune se trouve ainsi déplacé dans un monde inapproprié dans lequel survivre malgré tout serait l'expression de sa robustesse. Toute ressemblance avec l'eugénisme – et au passage avec le transhumanisme – n'est pas le moins du monde fortuite.

Préserver les conditions d'une vie désirable n'est plus une option envisagée. En même temps, cette fuite en avant nécessite une atrophie gigantesque de la liberté, pour entériner un monde aliéné, où l'on ne peut jamais être vraiment là, sans cesse préoccupé par les impératifs de la survie et la participation aux mécanismes de la normalité survivaliste. Il est alors impossible d'être en conscience à ce que l'on fait, mais uniquement condamné à s'agiter en réponse à des stimuli extérieurs. On comprend que les gens ayant le goût du pouvoir et des foules aux ordres y voient une sorte de panacée.

Thierry Ribault invite quant à lui à redonner sa chance à la fureur, « *fureur qui a ses raisons que la raison se doit d'entendre* »⁷. Si elle ne fait pas tout, « *elle peut insuffler le commence-*

ment vital du refus de penser dans la langue pétrifiée de la société industrielle et de ses aventureux expérimentateurs »⁸. Et, à l'occasion, susciter des volontés de ne pas faire avec les nuisances, mais de chercher à s'en émanciper par tous les moyens que nous jugerons nécessaires.

Jack Déjean

La terreur du nucléo-militaire, colonne vertébrale de la nation française depuis 1945

La plupart des informations sont issues de plusieurs lectures ; notamment du livre de Claude Serfati, *L'État radicalisé. La France à l'ère de la mondialisation armée*, La Fabrique (2022) ; des articles *Armes, pétrole et nucléaire. Pillage et corruption « en famille »* (p.325-366), *Gaston Flosse, la Françafrique polynésienne* (647-650), *Saccage et verrou nucléaire français au Niger* (747-755) et *Uramin, l'affaire Elf du nucléaire* (877-878) du livre *L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique*, Seuil (2021) ; et de recherches complémentaires sur internet. Au sujet de Rosatom et de la prise de la centrale de Zaporija, j'ai pris des informations de la brochure *Relance du nucléaire : éléments de contexte sur les derniers mois* présentée dans ce numéro et accessible sur bureburebure.info. Pour la mise en contexte du narcissisme colonial français, je me réfère ici à des lectures et réflexions déjà digérées qu'il me serait difficile de rapporter à des références précises bien que la lecture de *Le mythe national : l'histoire de France en question* de Suzanne Citron, Éditions ouvrières (1987), l'article (retranscrit d'une conférence) *Le nazisme et l'Occident* de Johann Chapoutot (p.96-112) dans le livre *Comprendre le nazisme*, Éditions Taillander (2020) et des mentalités nationalistes exubérantes des figures d'État, ainsi que les frustrations exprimées pendant l'occupation allemande, ont été des inspirations certaines.

L'orientation vers l'énergie nucléaire dépend d'ambitions avant tout militaires et nationalistes : celle de disposer du pouvoir de destruction de la bombe atomique. Si des recherches sur l'énergie atomique avaient commencé avant la Seconde Guerre Mondiale et ont repris au moment de la création du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) sur décret en 1945, il me semble important de rapporter cette histoire à la spécificité du nationalisme français. La révolution française de 1789 est un moment qu'on ne saurait réduire à son héritage dans les récits du nationalisme français. Pourtant, elle marque une rupture où le nationalisme vole les habits de la religion catholique en France pour devenir une idéologie d'État. La révolution française donne des connotations universalistes à cette idéologie qui rumine sur un corps vide : la nation française, prétexte pour ceux et celles qui la représentent à cultiver la mission narcissique de déployer partout dans le monde l'idéal de la liberté et des droits de l'homme. Et voilà que ce sont des figures d'État et des industriels qui jaugent leurs réputations en fonction de cette mission narcissique aux connotations universalistes, jusqu'à en faire des critères totalement inverses à toute idée de liberté et de dignité humaine : des critères militaires et administratifs. Longtemps, le nationalisme français se jauge en fonction de la situation de l'Allemagne. Et des fois, ça crée des désastres, comme la guerre « perdue » (pour celles et ceux qui y croient) contre la Prusse en 1871, ou la guerre « gagnée » (pour celles et ceux qui y croient) contre l'Allemagne de 1914-1918.

Et puis il y a eu l'occupation allemande pendant la guerre de 1939-1945, et ça ça fait trop mal au narcissisme des nationalistes, et surtout aux figures d'État et d'armée. Et quand des nationalistes armés reprennent la confiance après une période de mélancolie, ça fait des horreurs, comme avec les massacres de Sétif, de Guelma et de Kherrata (avec des dizaines de milliers de morts) en 1945 à la suite de manifestations anti-colonialistes en Algérie qui font eux suite et échos à la libération française. Après 1945, les figures d'État et l'armée française ont d'autres horreurs à faire contre les désirs de libération qui s'organisent dans les colonies françaises, en plus des nécessités de reconstruction sur les ruines de l'occupation. Dans une unité nationale incarnée par le Conseil National de la Résistance (CNR), gaullistes et communistes se sont complété-e-s dans une recherche de puissance recouvrant un nationalisme mutilé par l'occupation, il s'agissait de tout oublier dans une industrialisation rapide et de panser les plaies dans leurs narcissismes par des victoires militaires coloniales. La puissance de la nation française à reconquérir va redevenir le sujet des débats qui ont opposé la frange unitaire de De Gaulle à la frange radicale de l'armée (comprenant plusieurs tendances et organisations imprégnant l'appareil étatique français), et des tentatives de coups d'État de 1958 et de 1961. Cette frange radicale qui a mené ces coups d'État entendait se concentrer sur la nécessité absolue de conserver l'Algérie pour la grandeur de la France coloniale alors que pour De Gaulle la priorité était de détenir l'arme atomique pour mettre le pays au même niveau que les autres membres du Conseil

6. Thierry Ribault, *Contre la résilience, L'échappée*, 2021, p.158

7. Thierry Ribault, *Contre la résilience, L'échappée*, 2021, p.27

8. *ibid*, p.27

de sécurité des Nations Unis. Cette option nucléaire a prospéré car elle synthétisait les vocations militaires et industrielles des gaullistes comme des communistes, d'où est issue l'organisation créée pour accoucher de l'arme atomique : le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA). Cette option nucléaire gaulliste est aujourd'hui totalement acceptée par l'armée, leur octroyant d'autant plus de privilèges de confidentialité et de pouvoir accumulé.

Le CEA ne doit dès sa création que rendre des comptes qu'au Premier ministre et ne dépendent pas des décisions du Parlement, à l'image d'un État dans l'État. Cette organisation profite également de l'instabilité de la 4^e République pour avancer de manière autonome sur les projets qui les sont prescrits. Cela aboutit selon Claude Serfati à trois engagements envers l'armée, [1] doter la France de l'arme atomique « afin de maintenir son rang dans le monde et, indissociablement, de promouvoir une industrie nucléaire civile, [2] utiliser la conception et la production d'armes comme un vecteur de l'innovation technologique pour toute l'industrie et, [3] enfin restructurer le corps expéditionnaire afin de maintenir les anciennes colonies sous contrôle militaro-économique de la France. » (Serfati, p. 31). En 1955, un Bureau d'études générales (BEG) en charge du domaine militaire est créé secrètement entre une partie libre de l'usine du Bouchet, désigné par le code « Bouchet 2 » ou « B2 », et un site sur la commune de Bruyères-le-Chatel, « Bouchet 3 » ou « B3 ». Un second sera créé dans une annexe, puis d'autres à Vaujours et à Limeil ; ainsi que trois réacteurs en 1956, 1959 et 1960 à Marcoule. En 1958, le CEA lance à la fois la construction de l'usine de raffinage de l'uranium de Malvési et de l'usine militaire de Pierrelatte pour l'enrichissement de l'uranium nécessaire à la fabrication de la bombe atomique. La mise en œuvre de cette industrie nucléaire à finalité militaire s'est appuyée sur des rapports coloniaux existants.

Les répercussions coloniales de la production nucléaire

Un nouveau président élu au CEA en 1958 a pris la décision de fixer le premier essai nucléaire à 1960, ce qui a été fait dans le Sahara en Algérie, sous le nom de « Gerboise bleue ». Malgré l'indépendance de l'Algérie en 1962, une clause secrète des accords d'Évian autorise pourtant l'armée

française à poursuivre ses essais nucléaires dans le sud de l'Algérie jusque 1967. 17 essais nucléaires ont été effectués dans le Sahara algérien entre 1960 et 1966. C'est surtout en Polynésie que les essais vont continuer suite à l'installation d'un Centre d'Expérimentation du Pacifique en 1966, sans que soient expliqués préalablement les véritables effets des radiations nucléaires aux appelé-es envoyé-es sur place et aux populations locales, sous fond de corruption des élites locales et de répression des oppositions. Il y eut 46 essais atmosphériques au-dessus des atolls de Moruroa et de Fangataufa entre 1966 et 1974 et 147 essais souterrains dans les sous-sols et sous les lagons de ces atolls entre 1975 et 1996. C'est notamment le cas de la bombe Canopus en 1968, la première bombe H (bombe thermonucléaire ou à hydrogène) française dont la puissance équivaut à 170 fois celle d'Hiroshima, qui explose à 600 mètres au-dessus de l'atoll de Fangataufa. Un rapport récent¹ fait état d'une nette augmentation des maladies chroniques (maladies cardio-vasculaires, cancers, diabète...) et à une nette augmentation du cancer de la thyroïde, de l'utérus et de certaines formes de leucémie pour les femmes en Polynésie. Les liens de causalité avec les expérimentations atomiques y sont qualifiés de « difficilement discernables et mesurables » et mettent plutôt en cause les « transformations démographiques et sociologiques, à la forte consommation de tabac et d'alcool et à une alimentation riche et sucrée ». Le simple fait que ce rapport ait été effectué par les mêmes administrations qui ont mené ces expérimentations suffit à remettre en doute sa véracité, et d'autant plus en matière de production nucléaire. L'histoire de l'industrie est remplie d'exemples de ce type où les effets désastreux des activités industrielles sont cachés, mais c'est d'autant plus le cas pour l'industrie nucléaire et son caractère indissociable aux objectifs militaires, jusqu'à inventer la notion de « radiophobie » (les cas de cancer seraient dus à la peur du nucléaire et non des effets de la radioactivité).

L'idée d'une production civile d'électricité émerge dès les années 1950 avec pour base plusieurs motivations : s'assurer une énorme quantité d'énergie pour accompagner la société de consommation en plein essor ; créer un nouveau

1. <https://www.vie-publique.fr/en-bref/278797-impact-sur-la-sante-des-essais-nucleaires-en-polynesie>

Photographie prise à Reggane (sud algérien) pendant l'opération Gerboise rouge, le troisième essai nucléaire français dans le Sahara, le 27 décembre 1960. AFP, Archives.



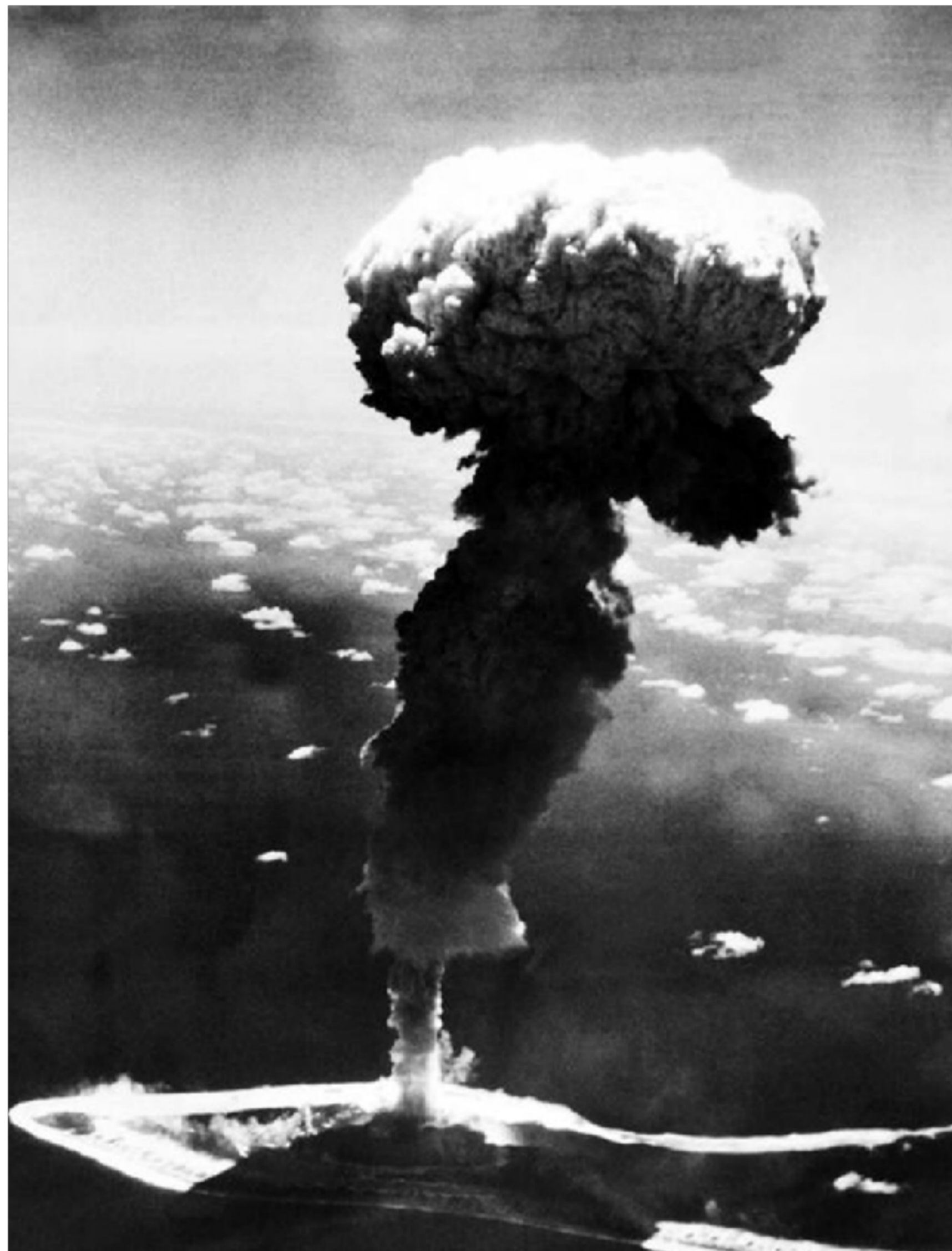
Le 29 décembre 1960 à l'aéroport du Bourget, un militaire réceptionne, en provenance de Reggane, des cages de cochons d'Inde, exposés aux radiations du troisième essai nucléaire français en vue d'analyser les effets biologiques du rayonnement. AFP, Archives.



Photogramme du film d'Elisabeth Leuvrey, *A(t)home*, 2013, Les écrans du large, France.



Un essai nucléaire français dans l'atoll de Mururoa le 4 octobre 1966, AFP, Archives.



Photogramme du film d'Amina Weira, *La colère dans le vent*, 2016, Vrai vrai films, Niger, Benin, France.



marché source de profits ; comme stratégie pour faire passer la pilule d'un nucléaire de plus en plus contesté. Mais cette ambition est dès 1953 associée par le CEA au programme militaire, faisant de la production civile et des usages militaires du nucléaire les mêmes parties indissociables d'une même industrie. À ce sujet, un conflit eut lieu entre le CEA et EDF au sujet de leurs responsabilités respectives dans la gestion de cette filière. Celui-ci s'est soldé par un accord : EDF est opérateur de la mise en route des centrales alors que le CEA est responsable du retraitement du plutonium pour des usages militaires. Pour mettre en route cette industrie, il faut extraire de l'uranium. Le CEA lance des recherches d'uranium dans les colonies depuis sa création. Les territoires de Madagascar, du Maroc, de la Guinée, de l'Algérie, de la Mauritanie, du Cameroun, du Congo et d'Oubangui ont été sondés. Mais ce n'est qu'en 1956 qu'un gisement exploitable s'est révélé stratégique pour la puissance française au Congo. Créée en 1958 sur fonds publics et privés, la Compagnie des mines d'uranium de Franceville (Comuf) va en exploiter à partir de 1961. Ce seront ensuite les gisements d'Arlit puis d'Imouramen qui seront exploités au Niger à partir de 1971 par la Société des mines de l'Air sous la responsabilité d'Areva, contribuant pour un tiers de la production d'électricité par les centrales nucléaires françaises, alors que les organisations du Niger n'auraient récupéré qu'environ 12% de la valeur marchande de l'uranium produit dans ces mines. Comme très souvent, ce sont des interventions géopolitiques en faveur de gouvernants francophiles et autoritaires contre des gouvernants plus indépendantistes qui permettent aux agents français de négocier ces accords. Au Niger notamment, l'imposition d'une dépendance en termes d'emploi et de confort rudimentaire pour les travailleuse.s des mines, conjuguée à la pollution de leurs moyens de subsistance (comme des puits à proximité par exemple), ont d'autant plus conjuré la possibilité pour ceux-ci et celles-ci de s'émanciper des exploitations d'Areva. Pour autant, des colères portées sur les intérêts français et la baisse de rentabilité de la mine ont précipité leur départ, sur fond de démantèlement d'Areva devenant Orano, pour une recherche de nouveaux gisements, au Kazakhstan par exemple. Les maladies radio-induites des travailleuses de ces mines ne sont toujours pas reconnues.

Le fantasme universaliste français, comme na-

tion pourvoyeuse des droits de l'homme, devient prétexte aux pires horreurs, et notamment depuis 1945 avec les exportations françaises de l'armement et du nucléaire. Ce sont ces horreurs et ces déchets qui sont devenus les ressources prestigieuses dont la nation française est pourvoyeuse à l'international et ce sont souvent les régimes les plus autoritaires qui en bénéficient. En ce qui concerne le nucléaire, c'est le cas avec la signature d'accords de coopération avec Israël dès les années 1950, puis par des accords de coopération avec le régime raciste de l'Afrique du Sud en 1964 qui permet à la nation française de disposer de 3600 tonnes d'uranium dans la période 1964-1968 en échange d'une assistance technique et logistique en matière nucléaire. Un traité de non-prolifération nucléaire est proposé en 1968 pour que les cinq puissances nucléaires (Etats Unis, Chine, Russie, Royaume Uni, France) soient les seules à détenir cet armement et à pouvoir le contrôler et vise en finalité le désarmement nucléaire (tous les traités internationaux visant un désarmement ont été dans l'histoire des farces toujours inefficaces et depuis l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord ont rejoint le cercle des pays détenteurs de la bombe). La France ne l'a signé qu'en 1992 afin de poursuivre ses transactions financières liées à la filière nucléaire, seules solutions qu'elle trouve pour tenter de concurrencer le pouvoir américain qui lui a permis d'avoir eu accès aux technologies nécessaires à l'armement atomique (notamment pour la conception de la tête des missiles). Un contrat pour deux centrales nucléaires ont également été signés dans les années 1970 avec le shah d'Iran avant que le régime ne soit renversé, puis des transferts de technologie avec Saddam Hussein en 1975 avant qu'Israël ne bombarde en 1981 la centrale nucléaire d'Osirak, puis des transferts de technologie au Pakistan, qui dispose de l'armement nucléaire aujourd'hui, interrompus par les États-Unis en 1978, ou encore des accords de coopération avec Khadafi en 2008 pour des usages « pacifiques ». On a justement bien pu voir ici dans le cas français comment le nucléaire civil est une industrie indissociable de potentiels usages militaires. Le retraitement du plutonium peut donner accès aux forces nécessaires à l'armement atomique pour des pouvoirs qui disposent de centrales. Voici donc une France rayonnante, qui persiste dans les ambitions de son narcissisme, et de son penchant pour les fantasmes étatiques de puissance.

L'excellence du Corps des Mines et les filières énergétiques

Le CEA, devenu en 2010 Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, est le pilote principal de ce qui se fait en France en matière nucléaire. Ses postes clés sont principalement investis par des ingénieurs du corps des Mines, le corps le plus prestigieux de l'école Polytechnique qui délivre à peine une quinzaine de personnes par an. Les diplômés du corps des Mines ont également des postes clés au sein des autres organismes qui co-gèrent les filières énergétiques en France (Autorité Sûreté Nucléaire, Areva, EDF, Orano, Elf, Total). Ce sont principalement ces filières énergétiques et les extractivismes de pétrole et d'uranium qui déterminent les rapports coloniaux de la France avec des pays africains dans la seconde moitié du 20^e siècle.

L'un des pionniers de la filière nucléaire est Pierre Guillaumat, fils de général et diplômé de l'école Polytechnique, du corps des mines option « Mines coloniales ». Il devient chef de service des mines en Indochine dans les années 30, puis de Tunisie dans les années 40 tout en étant conjointement dans la résistance. Il est nommé directeur des Carburants sous De Gaulle jusqu'en 1951, directeur du bureau de recherche de pétrole (BRP) en 1945 jusqu'en 1950, puis de 1955 à 1959. Il devient administrateur général du CEA de 1951 à 1958 et participe activement à mettre au point la bombe atomique française. Entre temps, il est nommé ministre des Armées en 1958 et a soutenu constamment la mise en place de dispositifs permettant la torture en Algérie pendant la guerre de libération et supervise les activités pétrolières et nucléaires françaises au Sahara, avant de devenir ministre délégué chargé de l'Énergie atomique et de la recherche. Dans les années 1960, il sera successivement président de plein de conglomérats du pétrole français, d'EDF de 1964 à 1965, temps où il l'associe aux programmes du CEA, puis d'Elf-Erap.

L'importance du corps des Mines est toujours comparable à cette omniprésence qu'avait Pierre Guillaumat, bien que plus discrète. Les « Mineurs » se sont succédé comme administrateurs généraux du CEA de 1951 à 1999, ont occupé tous les postes de PDG de la Cogéma (devenu Areva puis Orano) depuis 1978². Ils occupent des postes à responsabilité à la tête du constructeur de

centrales Alstom, à la présidence de l'ASN, à la direction générale de l'Institut de la radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et d'EDF. Davantage que des spécialistes du nucléaire, ce sont surtout des carriéristes doctrinaires prêts à tout pour mener des projets industriels dégueulasses et des activités énergétiques extractivistes et à garder le monopole de leur gouvernance.

La France nucléaire d'aujourd'hui dans la perspective des guerres actuelles et à venir

Le nucléaire comme colonne vertébrale de la France, liant le militaire au civil et le civil au militaire, Macron l'a rappelé en 2022 lors d'un discours d'annonce d'un nouveau porte-avion à propulsion nucléaire puis de la construction d'une dizaine d'EPR et d'un plan de développement de petits réacteurs modulaires : « *Opposer nucléaire civil et nucléaire militaire en termes de production, comme en termes d'ailleurs de recherche, n'a pas de sens pour un pays comme le nôtre. [...] Sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil* » (Serfati, p. 91). Ces annonces arrivent après que Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, préviennent en 2021 que « *nous arrivons peut-être à la fin d'un cycle de la conflictualité qui a duré 20 ans où l'effort de nos armées s'est concentré sur le combat contre le terrorisme militarisé* » et proclame un recentrage de l'armée française sur la préparation de guerres de « haute intensité ». Selon François Lecointre, ancien chef de l'état-major, l'ambition française est d'être engagée « *dans toutes les régions du monde et pas seulement dans nos zones d'intérêt immédiat* ». De fortes hausses de budget sont à prévoir, ont déjà augmenté de 50 % entre 2018 et 2025 (par le biais de la loi de programmation 2019-2025 qui promet 6 milliards de budget en 2025) mais auraient été sous-estimées, pour renforcer les capacités nucléaires, les puissances navales et les interventions des corps expéditionnaires en Afrique. Au moment du lancement de la réforme des retraites (justifié pour un soi-disant manque de 10 milliards), le gouvernement annonçait injecter 400 milliards d'euros d'ici 2030 dans l'armée... Ces guerres de « haute intensité » reposent sur des moyens militaires et non-militaires, notamment

2. <https://www.telos-eu.com/fr/article/nucleaire-le-corps-des-mines-bouc-emissaire/>

depuis le cyber-espace, et des modes hybrides « *qui mêlent l'usage d'armes militaires et d'outils numériques mis au point dans les industries civiles* » (p. 83). Dans ce contexte, les centrales nucléaires sont des enjeux, à la fois pour la production de plutonium mais également d'énergie.

Si le bon sens me fait concevoir la présence d'une centrale nucléaire à côté de chez moi lors d'une guerre comme un danger immense, le sens militaire les conçoit comme des possessions les plus précieuses à rafler à l'ennemi. Le 4 mars 2022, l'armée russe s'empare de la centrale de Zaporizja en Ukraine, la plus grande d'Europe. Elle a été bombardée à plusieurs reprises et la catastrophe est passée de très très près... Des pastilles d'iode ont été distribuées aux populations par crainte d'un accident nucléaire et la connexion a été totalement interrompue au moins 7 fois, n'étant plus alimentée que par les groupes électrogènes dédiés au refroidissement des 6 réacteurs et des entrepôts de combustibles. La sécurisation de la centrale a été négociée par l'Agence internationale de l'énergie atomique avec Rosatom directement. Rosatom est le plus grand acteur du secteur nucléaire mondial et exploite 20 centrales (dont 17 hors de Russie) pour le compte du Kremlin et est responsable de l'armement lié à l'énergie nucléaire dans le cadre de la guerre en Ukraine. Cela renforce l'influence géopolitique de ces puissances à l'international. Cette puissance empêche à l'Union Européenne d'exercer des sanctions en ce qui concerne la filière nucléaire alors qu'elle a pu le faire pour le gaz, le pétrole et le charbon car la France et la Hongrie s'y sont opposés. En effet, Framatome (la multinationale française) et Rosatom sont liés à des accords de « collaboration stratégique et Rosatom est responsable de la construction de deux réacteurs en Hongrie. Une partie des combustibles provenant des centrales de La Hague sont traités en Russie par le biais de Rosatom. Ces centrales disposent même de leur propre quai de déchargement à Steversk, qui fait office de décharge mondiale de déchets nucléaires. Ainsi, le contrôle de l'armement et de la production de la filière nucléaire est un critère de puissance déterminant dans les guerres actuelles, et sans doute futures. L'usage possible de la bombe a été aussi revendiqué plusieurs fois par le Kremlin. Ce qui semble se profiler, c'est un changement de doctrine au sujet du nucléaire et d'en finir avec la « dissuasion ». C'était évident : une arme est faite pour servir...

Au-delà même de l'armement nucléaire en tant que tel, les guerres actuelles et futures sont dépendantes des infrastructures énergétiques. C'est notamment le cas en France depuis la seconde guerre mondiale. L'innovation des machines à commandes numériques (robots) et l'interconnexion des objets sont des secteurs d'innovation de plus en plus financés en matière militaire. En 2022, les financements publics de recherche et développement dans l'innovation militaire du secteur électronique viennent à 93 % du ministère des Armées et à 7 % du ministère de l'Industrie (Serfati, p.137). Le financement massif des usages militaires des technologies électroniques s'accroît d'autant plus que leurs autres usages. Le « *plan France 2030 : une nouvelle ambition en matière d'intelligence artificielle* » prévoit 1/4 des budgets pour des objectifs militaires sachant que ces innovations sont principalement financées par des fonds publics. Ces guerres à distance accentuent les moyens et les sensations de « guerres à distance », où tuer revient à planifier une commande, et à créer des boucheries sans se confronter depuis ses propres sens aux souffrances des « ennemies ». Ces formes de guerre me semblent donner lieu à ce qui se passe actuellement à Gaza et à la mise en spectacle des fantasmes sionistes de puissances et de leurs horreurs. Si je n'ai aucune confiance en un pouvoir d'État et militaire pour mettre fin à ces horreurs et ces boucheries, du travail de documentation est à faire pour nous permettre de nous organiser, de nous défendre et d'agir pour que d'autres agissent avec la perspective d'y mettre fin. Les luttes anti-nucléaires, si elles ont initialement été liées à la conscience des horreurs des usages militaires de l'armement atomique, doivent à mon sens repenser les nouvelles perspectives militaires pour saisir leur sujet. Le nucléaire, et le cas français est exemplaire à ce sujet, n'est rien d'autre que la continuité des répercussions militaires des fantasmes nationalistes et des soifs de puissance étatique. Les répercussions désastreuses que cette production a pour l'ensemble du vivant ne sont pas « le mauvais côté des choses » qu'il faudrait mettre en balance avec les bonnes, c'est la condition même des forces matérielles qui permettent à certaines d'avoir du pouvoir en terrorisant d'autres. Pour moi, il n'est pas possible d'exister autrement qu'en luttant contre ces productions désastreuses et les fantasmes qui les produisent. Au plaisir de rencontrer des complices parmi vous dans ces luttes !

Sur la catastrophe de Tchernobyl

Le 26 avril 1986, vingt-cinq ans avant Fukushima, le réacteur numéro quatre de la centrale nucléaire de Tchernobyl explosait. Un nuage radioactif fera plusieurs fois le tour de la planète. La colonisation de l'avenir, toujours en cours, montre son visage... Tchernobyl, produit majeur d'une civilisation bien particulière, capitaliste et industrielle, révèle la menace sur l'humanité tant comme genre que comme espèce, et sur tout le vivant.

Avec Tchernobyl, la fascination (peu partagée) qu'exerçait l'atome a été mise à mal. Le mythe de l'atome pacifique qu'avait intronisé le nucléaire civil en prend un sacré coup! Cette catastrophe va dépasser nos visions habituelles de l'espace (à l'échelle du globe) et du temps (une tragédie sans fin). Certains radionucléides ont une durée de vie de plusieurs milliers d'années (c'est-à-dire que la moitié de leurs atomes se désagrègent au bout de ce temps), ce qui fait que les zones contaminées le sont à tout jamais!

Tchernobyl a provoqué une contamination massive par césium et strontium pendant plusieurs centaines d'années, par plutonium et radionucléides à vie longue pendant des millénaires. Plus de 100000 personnes ont été évacuées, alors qu'il s'agit principalement d'une zone agricole faiblement peuplée. Un quart de la Biélorussie (2 millions d'habitants) est fortement contaminée, alors que la Biélorussie souffre déjà d'un régime dictatorial. Cela en fait un territoire invivable où des individus doivent s'adapter pour survivre : la terre et les eaux sont polluées. Pour une population pauvre qui chasse, cueille, pêche et jardine pour subvenir à ses besoins, l'ingestion de doses contenues dans les aliments est quotidienne. S'adapter ou mourir, voilà le mot d'ordre de la modernité. 150000 km² répartis entre la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie sont contaminés avec des taux supérieurs à 37000 becquerels de césium 137/m² : 8 millions d'habitants survivent dans un environnement invivable. 4300 km² ont été baptisés « zone d'exclusion ». Voilà ce que représente un réacteur dans une zone faiblement peuplée...

Les radiations ionisantes provoquent des cassures moléculaires (effet direct). On note aussi le phénomène de radiolyse de l'eau conduisant à la formation de radicaux libres qui constituent des espèces moléculaires toxiques (effet indirect). Les lésions sur le patrimoine génétique se font dans la seconde ou la minute qui suit l'irradiation. Les effets pathologiques peuvent être visibles dans les jours qui suivent (fortes doses), mais des effets tardifs peuvent survenir des décennies après l'exposition (radio-cancérogène) et

sur la descendance. Mais aujourd'hui le risque radio-induit est sous-estimé, puisque même de faibles doses sont susceptibles de produire des effets notables, alors qu'elles ne sont officiellement pas prises en compte. En Biélorussie, loin des chiffres officiels, l'espérance de vie aurait chuté de 72 ans pour les hommes avant 1986, à 58 ans début des années 2000.

Et ce n'est pas fini : les recherches – interdites par le gouvernement biélorusse et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, avec la complicité de l'Organisation Mondiale de la Santé et de la plupart des gouvernements de ce monde – faites en Biélorussie, par exemple par Bandazhevski, montrent que la situation s'aggrave avec le temps, contrairement à ce qu'on croyait. En effet, les mutations chromosomiques causées par les radiations, à forte dose en une fois, ou à faible dose pendant longtemps, se répercuteraient d'autant plus sur les enfants : il y aurait un effet cumulatif des mutations. En gros, plus ça va, plus les enfants ont des mutations génétiques et des malformations. Et plus leurs propres enfants en auront... D'autant que les recherches tant sur les faibles doses à long terme, et sur les effets de synergie (multiplication de facteurs à risque, par exemple l'amiante, les pesticides et le nucléaire), sont presque absentes et non financées.

Malgré ces conséquences, les autorités continuent de maintenir une zone d'ombre sur cet « accident ». Tout ce qui a trait au nucléaire reste opaque. Il a fallu une vingtaine d'années pour que la France s'empare du dossier sur le mensonge des autorités françaises de l'époque au sujet des dangers du nuage radioactif... mensonge qu'ils se sont empressés de rééditer après Fukushima. Officiellement, l'« accident » de Tchernobyl a fait quelques morts. OMS, AIEA, principaux Etats etc. s'entendent à merveille pour atténuer les désastres. Les problèmes sanitaires d'aujourd'hui seraient dus à la radiophobie (la peur du nucléaire) et au stress provoqué par le déplacement des populations et leur changement de vie... Quand les bourreaux transforment ceux qui résistent en coupables : les antinucléaires alimentent la peur et provoquent des cancers, peut-être... Certaines études avancent des chiffres de 600000, voire plus d'un million de victimes. En fait, on ne peut pas savoir : la catastrophe est toujours en cours ! Un passage par la Biélorussie suffirait à s'en persuader... Mais les gouvernements et industriels du désastre continuent en partie à encenser le nucléaire. Rien n'est arrivé. Il est pourtant impossible d'envisager un retour à la normale dans ces régions contaminées. Ces territoires sont exclus du monde, à jamais : *sous nos yeux se déploient les premiers paysages d'apocalypse.*

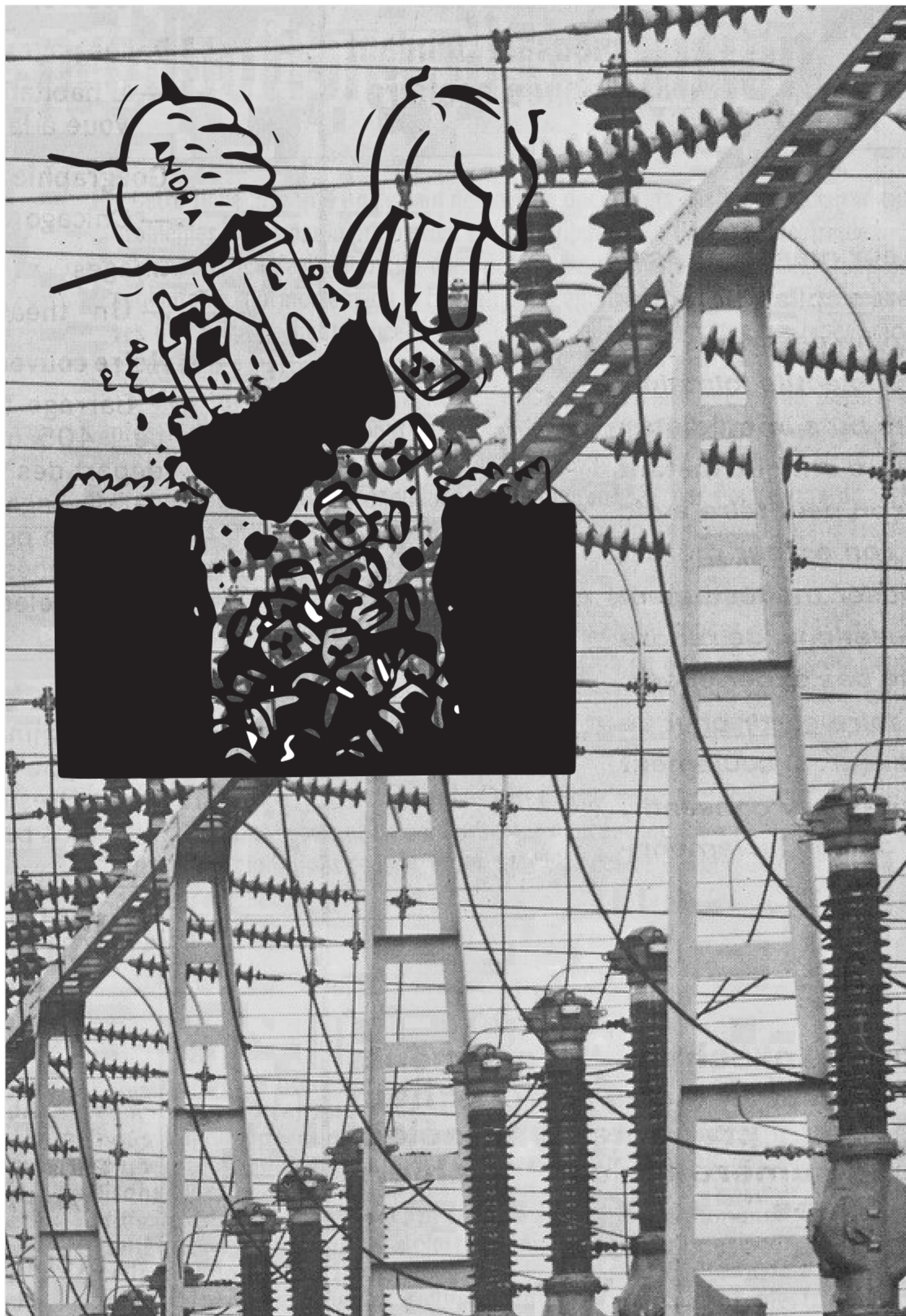
Des liquidateurs nettoient le toit du réacteur 3, quelques mois après l'explosion de la centrale de Tchernobyl, le 26 avril 1986, Igor Kostin.



Pour en savoir plus :

* *Livres* : Il y a l'excellent ouvrage de la journaliste et dissidente biélorusse Svetlana Alexievitch, *La supplication. Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse*, 1997. Ce livre est toujours interdit en Biélorussie. L'ouvrage des physiciens, ex-ingénieurs dans le nucléaire et antinucléaires Bella et Roger Belbeoch, *Tchernobyl, une catastrophe*, 1993 est aussi à noter.

* *Films* : De nombreux films ont été produits sur cette question, notamment celui de Tchétkoff et Andreoli, *Le sacrifice*, 2003. Il y a aussi *La bataille de Tchernobyl* et l'excellent *Tchernobyl, le soleil et la mort, et après*.



Sur l'avancée de CIGEO : vers les expropriations, les fouilles archéologiques et un nouveau prototype en test en Haute-Marne

On a appris récemment que l'ANDRA compte lancer dès début janvier les demandes d'autorisations de fouilles archéologiques pour le projet de poubelle nucléaire CIGEO et les expropriations pour acquérir les terrains que leurs propriétaires lui refusent. Ces mesures font suite à la Déclaration d'Utilité Publique signée en juillet 2022 par Elizabeth Borne, et contre laquelle le dernier recours juridique vient d'être rejeté.

Les constructions et destructions dites « aménagements préalables » pourraient ainsi s'accélérer : expropriations, déforestations et artificialisation des terres forestières et agricoles, construction d'un transformateur électrique, déviations de routes départementales, construction et réhabilitation de dizaines de kilomètres de voie ferrée pour l'acheminement des matériaux de construction et les convois de déchets radioactifs...

Concernant les expropriations, celles-ci pourraient durer 20 mois à partir de janvier 2024, selon le calendrier de l'ANDRA. De nombreuses propriétés agricoles et d'habitations sont menacées à court terme. Parmi elles, l'Ancienne Gare de Luméville est, le long du tracé du futur chemin de fer, l'un des lieux d'organisation de la lutte contre CIGEO dans les environs de Bure.

Concernant les « fouilles archéologiques » et les « investigations géotechniques », 600 puits de forages doivent être creusés dont trois en grande profondeur, quatre plateformes de 2 500m² installées, entre 300 et 400 puits de sondages, et 200 piézomètres (mesure de la pression de l'eau dans les nappes phréatiques).

Aussi, en parallèle des essais en cours concernant le prototype du funiculaire pour la descente porté par l'entreprise POMA à Froncles (52), l'ANDRA lance depuis novembre une collaboration avec les entreprises Ferry-Capitain et CEGELEC CEM à Vecqueville (site des forg-

es de Bussy, près de Joinville, 52), pour un contrat à 3 millions d'euros, dans le but de « tester les systèmes d'accostage entre les hottes de transport et la porte d'entrée des galeries ».

Pour rappel, la DUP n'autorise pas le centre d'enfouissement CIGEO lui-même, ce qui veut dire que rien n'est perdu ! Tout va quand même aller très vite car la Demande d'Autorisation de Construire (DAC) déposée en janvier 2023 pourrait être validée dans ces 3 prochaines années, menant à une probable enquête publique en 2026 et le début des travaux pour le chantier CIGEO en 2027.

Les travaux « préalables » imminents (transformateur, voie ferrée, déforestation, routes) et les expropriations qui vont avec nous signalent que c'est le moment où jamais de nous retrouver et de nous organiser pour occuper le territoire et empêcher massivement et sur tous ces fronts la poubelle nucléaire!

Tout d'abord, une série de réunions publiques organisées par l'ANDRA devrait se tenir en janvier au sujet des expropriations et des fouilles archéologiques. On vous en dit plus bientôt.

Pour plus d'informations sur le contexte :

- * (En)jeux de DUPes pour CIGEO
- * L'ancienne gare de Luméville, une barricade juridique et physique contre Cigéo
- * Défendons la Gare, empêchons la construction de la route CASTOR !
- * Contrer l'avancée des travaux de CIGEO, brochure d'informations pratiques

04/12/2023
via bureburebure.info

Rencontres printanières anti-autoritaires contre le nucléaire les 17-23 avril 2024 à Bure (55)

Edit février 2024: une semaine de chantier pour préparer les espaces est prévue du 14 au 21 mars à Bure. Plus d'information sur bureburebure.info

L'industrie nucléaire française avance actuellement à pas de géants.

Le projet de poubelle nucléaire CIGEO¹ s'accélère avec les récentes annonces de fouilles archéologiques et d'expropriations à partir de janvier 2024 (permises par la validation de la Déclaration d'Utilité Publique).

L'enfouissement des déchets sert surtout à maintenir et accroître la production nucléaire en France. Vote de la « relance », projets de construction de 6 nouveaux réacteurs nucléaires, allongement de la durée d'exploitation des réacteurs déjà en « fin de vie », formation d'ingénieurs du nucléaire dans les écoles, « taxonomie européenne »², etc...

À quoi s'ajoute le fait que nous n'avons jamais été aussi proches d'une guerre nucléaire depuis la fin de la guerre froide, et la France est le dernier pays de l'Union européenne à produire et détenir la bombe atomique.

Dans ce contexte militaro-industriel, la course à la productivité ne semble pas prête de s'interrompre d'elle-même. Bure et ses alentours, territoire rural que le projet CIGEO veut détruire, devient un lieu stratégique pour construire nos luttes, car en s'opposant à sa poubelle, on s'oppose à l'industrie nucléaire dans son ensemble.

Depuis Bure, on pense qu'un temps de rencontres antinucléaires sur des bases anti-autoritaires et anti-capitalistes doit avoir lieu pour accompagner cette volonté de structuration des oppositions et donner de la force aux résistances.

Ces rencontres auront lieu du mercredi 17 au mardi 23 avril 2024. Nous travaillons encore sur la programmation. Nous savons d'ores et déjà que voulons des transmissions d'expériences et de pratiques de luttes, des balades, des discussions stratégiques, et des moments joyeux ! Si vous vous reconnaissez de près ou de loin dans ces termes, vous êtes

conviés à ces rencontres. N'hésitez pas à nous faire part de vos propositions pour la programmation.

Pour nous aider à anticiper la logistique, c'est cool si tu te préinscris via le formulaire (voir la publication sur bureburebure.info). C'est anonyme, pas obligatoire, pas engageant mais ça nous donne des repères sur combien de personnes souhaitent venir !

Contact : semaine-antinuc2024@riseup.net

Notes :

1. CIGEO : Centre Industriel de stockage Géologique
2. Incluant la reconnaissance ridicule de l'industrie nucléaire en tant qu'énergie « verte », avec toutes les subventions européennes que cela autorise.

Il n'y a pas que la nouvelle piscine qui déborde : pour en finir avec le nucléaire et son monde.

Depuis des décennies, l'industrie nucléaire, lorsqu'elle n'arrive plus à s'en débarrasser discrètement, accumule les déchets radioactifs. EDF, à court de sites pour stocker les combustibles usés produits dans ses centrales, décide en 2019 de construire une nouvelle piscine d'entreposage. Le site de Belleville-sur-Loire est d'abord visé mais, face à un début de fronde locale, les nucléaristes se replient sur une terre qu'ils jugent davantage conquise : le Cotentin. Ce sont quelques 130 cœurs de réacteurs usés qui seraient ainsi stockés par l'électricien sur le site de retraitement des combustibles nucléaires de La Hague géré par son complice historique Orano.

Le Cotentin est l'un des pays les plus nucléarisés au monde. Le nucléaire y a depuis les années 60 façonné les paysages puis les esprits. Ce fut tout d'abord l'arsenal de Cherbourg pour fabriquer les sous-marins atomiques, puis l'usine de La Hague, dans un premier temps pour extraire le plutonium nécessaire à la construction de la bombe. À l'époque, le pouvoir gaulliste, ne tient pas au courant les habitants et habitantes de La Hague de ce qu'il compte bâtir sur la lande ; il parle tantôt d'usine de casseroles ou d'électroménager. Puis vient le temps où il faut rentabiliser la recherche atomique : l'usine se recycle dans le retraitement des combustibles usés et cherche à valoriser ce qui peut l'être. La Hague accueillera dès lors les déchets nucléaires de nombreux pays à travers le monde ; les travailleurs de l'usine, qui sont appelés à changer de statut, se mobilisent contre la dégradation de leurs conditions de travail. C'est la grande grève de 78. À la même époque, lorsque le pouvoir lance le programme civil, c'est au tour de Flamanville d'accueillir une centrale nucléaire, tandis qu'à Digulleville au nord de l'usine de La Hague les nucléaristes commencent à entreposer leur grand héritage : l'Andra entasse pour l'éternité ou presque une partie des déchets produits par l'industrie nucléaire sous de charmants tumulus d'herbe verte.

Dès l'origine, les promoteurs du délire atomique se contrefoutent des populations locales et méprisent les oppositions. Ces dernières seront pourtant massives et tenaces, des occupations de site, aux manifestations offensives, en passant par les blocages de convois, les sabotages, mais sont matées à coup de flic et de fric. C'est le temps des occupations militaires pour

protéger les sites de construction comme à Flamanville, des intimidations, des procès, mais également de la promesse d'un avenir radieux pour le pays. Une partie des habitants de Flamanville où une mine de fer a été fermée y croit. Une fois, les rebelles mis au pas ou intégrés dans des dispositifs de co-gestion politiques ou scientifiques, c'est au tour des tractopelles de n'importe où d'éventrer les routes, d'excaver les falaises à la dynamite, de faire place nette. Les routes sont bitumées, les stades et les équipements sortent de terre. Il s'agit tout à la fois d'occuper les travailleurs du nucléaire que d'acheter le silence des riverains : une piscine contre un excès de leucémies infantiles ; un port de plaisance contre le silence complice des travailleurs ; un centre équestre contre quelques morts différées.

En 2006, l'État nucléariste mise encore sur la presqu'île au nucléaire pour mettre en œuvre son dernier délire atomique, l'EPR. Ce sera un gouffre financier, une multitude de malfaçons, des morts sur le chantier, pour la promotion d'un nucléaire présenté comme plus sûr et pourtant dans les faits plus dangereux. En Chine, les autorités de sûreté nucléaires françaises et chinoises que l'on ne peut pas vraiment taxer d'alarmistes ont préféré mettre à l'arrêt leurs réacteurs EPR vendus par la France. Elle avait constaté des fuites radioactives dans le circuit primaire de la centrale. Les crayons de combustibles d'uranium subiraient des altérations à cause des vibrations de la cuve de la centrale. Cette dernière présentée comme un gain de sûreté à l'origine du projet sera sans doute finalement écartée dans les EPR « low cost » promis par le gouvernement Macron.

Au quotidien l'atome charrie des victimes invisibles : un excès de leucémies nié par des experts complices autour de La Hague et d'autres installations nucléaires, des intérimaires que l'industrie nucléaire utilise comme premières lignes dans les zones les plus chaudes des installations touchées dans leur chair des années après leurs interventions, le silence complice et intéressé des organisations syndicales et des élus locaux. Les morts du nucléaire ce sont également souvent ceux et celles qui sont tués à travers les guerres que l'État français mène pour soutenir des régimes militaires « amis » à travers le monde autour des gisements d'uranium, sans oublier les irradiés invisibles de ce néo-colonialisme extractiviste de l'atome.

Quant au géant Orano, il deal toujours, même en pleine menace nucléaire, avec la Russie de Poutine et son régime autoritaire et guerrier, pour externaliser une partie des opérations de retraitement et de valorisation de ses déchets. Les oppositions quant à elles ne sont plus invitées qu'à comptabiliser les morts, discuter des périmètres d'évacuation ; et il ne manque malheureusement pas d'écolocrates pour répondre à cet appel à jouer les cogestionnaires.

Et lorsque le désastre nucléaire survient nous voilà condamner soit à la fuite comme à Tchernobyl, soit à la vie sous contrainte radiologique comme à Fukushima. Il faut dire qu'en plus de 30 ans la doctrine post-accidentelle a changé. L'accident n'est plus impossible, il est contingent à nos modes de vie. Est venu le temps de la résilience : en cas d'accident, nous devons vivre avec la radioactivité, au milieu des décombres dépister les zones chaudes, scruter nos moindres gestes, un dosimètre autour du cou. C'est déjà comme cela que les autorités japonaises « incitent » à coup d'arrêts des indemnités les irradiées de Fukushima à retourner vivre sur place. L'usine de La Hague, elle-même, a connu son lot d'accidents. La fabrique de l'oubli fonctionnant à plein, on peine aujourd'hui à croire qu'un incendie de silo radioactif en 1980 avait amené nos chers ingénieurs en bricolage nucléaire à gérer la pollution du parking du centre commercial du centre-ville de Cherbourg au jet, ou aller chercher en urgence des groupes électrogènes à Caen pour conjurer une panne de l'alimentation électrique.

Quant aux oppositions surgies après Fukushima dont nous faisons parti, du blocage des castors de combustibles vers l'Allemagne de Valognes aux sabotages de ligne THT et à l'occupation du bois du Chefresne, elles ont a ronté une nouvelle fois le véritable visage de l'Etat nucléariste : ses ics, ses armes dites non létales qui mutilent, ses expropriations, ses procès.

L'histoire des luttes contre le nucléaire, l'Etat et le capital nous ont prévenu : On arrête pas ce délire nucléocratique en participant à des concertations. Si le collectif Piscine nucléaire stop en appelle à l'organisation d'un débat public, nous pensons au contraire qu'il n'y a rien à attendre des dispositifs de « démocratie technologique » qui sont systématiquement mis en place autour des projets nucléaires et industriels. Ils sont là pour maintenir l'illusion ; comme disait un vieil adage : la dictature c'est ferme ta gueule, la démocratie c'est cause toujours ! Ces dispositifs sont systématiquement viciés, on ne le débat entre experts et contre-experts, alors que les décisions sont

déjà actées. Ce fût le cas autour des Cndp de l'Epr ou du centre d'enfouissement de Bure, que nous avons pour notre part sciemment perturbées ou sabotées.

On n'arrête pas plus le programme nucléaire ou sa relance avec un bulletin de vote. Nous avons là aussi connu des précédents. En 1981, François Mitterrand promettait sur l'ensemble des sites nucléaires en construction de les stopper. Ce sera finalement, l'organisation d'un débat parlementaire, la mise en place de Commission Locale d'Information pour intégrer une partie de la contestation, et le maintien de la plupart des projets puis la relance du programme. Plus tard, les écologistes de gouvernement comme Dominique Voynet signeront les décrets d'application du laboratoire de Bure. Là encore, c'est aussi vieux que l'histoire de la Politique : Machiavel ne diagnostiquait-il pas déjà que les promesses n'engageaient que ceux et celles qui y croient ? Mélenchon et la Nupes, les seuls opposantes institutionnels ayant une chance d'accéder au pouvoir, n'en font d'ailleurs pas mystère : la coalition est loin d'être unanime sur le nucléaire et ne promet que l'organisation... d'un débat public.

Cette piscine d'entreposage de combustibles n'est qu'un infime maillon de la chaîne nucléaire. Et si c'est heureux que dans une presque tellement sous l'emprise de l'industrie nucléaire et de l'Etat surgisse une opposition au projet, pour nous, ce n'est pas seulement cette piscine qu'il faut stopper mais l'industrie nucléaire qui produit les tonnes de déchets ou de combustibles qui finissent par s'y entreposer. C'est surtout ce monde nucléarisé dont la piscine d'entreposage de combustible n'est qu'une verrue supplémentaire que nous voulons abattre. Un monde absurde, qui mesure le bonheur à la taille des écrans plats, à la multiplication des antennes relais, un monde de réseau de marchandises et de données, qui maintient partout exploitation, domination et guerres. Un monde toujours plus dévoreur d'énergie, de terres rares et de minerais. Le nucléaire n'est qu'une manifestation particulièrement mortifère et concentrée de l'Etat et du capital lorsqu'ils se déploient.

Ce n'est pas seulement la piscine qu'il faut stopper, C'est l'industrie nucléaire qu'il faut arrêter. Contre le nucléaire et son Monde.

Quelques anarchistes réfractaires au meilleur des mondes nucléaires

Récit d'expérience – Les Jeunes ambassadeurices du Nucléaire au Forum des métiers

Du 15 au 17 février, c'était le forum des métiers à Caen, et là bas, y'avait plein de gens chiants, avec pour objectif de faire de la propagande pro-armée et pro-nucléaire par exemple. Le forum des métiers, c'est un endroit où se retrouvent les parents désespérés et les ados à qui on matraque la perspective du salariat, et tous ces gens sont souvent prêts à prendre n'importe quel papier, prospectus que tu leur tends avec un grand sourire.

En vue de la manif antinucléaire bientôt, des gens on voulu aborder le sujet du nucléaire là bas, d'une manière rigolote. Iels ont alors écrit et mis en page cette brochure parodique et trompeuse, puis certaines sont devenues, le temps d'une après-midi, les Jeunes Ambassadeurices du Nucléaires (JAN).

Parées de leurs costumes, performant technocrates, écologistes bancales ou ouvrière pas trop informés, iels ont distribué ces brochures à l'entrée du forum.

« Connaissez vous le fleuron de notre industrie française? »

« Le nucléaire, c'est un investissement à long terme! »

« C'est le seul moyen de garder notre mode de vie tel qu'il est actuellement »

« Sans le nucléaire, pas de guerre, pas de consommation! »

« C'est l'avenir, une énergie entièrement décarbonée et écologique! »

« Cette brochure va changer votre vision du nucléaire! »

« Plutôt irradié que radié de France Travail! »

Réutilisation du vocabulaire capitaliste libéral, et parfois mise en avant de ses contradictions, l'objectif était d'attirer l'attention des gens, de pouvoir discuter avec elleux, ou juste de leur distribuer une brochure (évidemment fausement pronucléaire et radicalement antinucléaire).

Les argumentaires béton de nos camarades leur ont valu des réponses parfois extrêmement

positives, mais aussi des refus totaux. Les réactions furent multiples et souvent intéressantes. Que ce soit un non convaincu contre le nucléaire ou un oui timide d'une lycéenne curieuse du nucléaire et de la brochure, c'était tout bénéf, et les JAN en étaient bien heureux.

La crainte de se faire emmerder par la sécurité s'est bien vite effacée, il faut croire que les JAN se fondaient parfaitement dans le décor.

Est alors venu en tête l'idée de se balader dans le forum, sans oublier d'aller faire un tour du côté des VRAIS partisan-e-s du nucléaire, au stand « énergie décarbonée ».

Il n'y avait pas grand monde dans cet immense autel blanc dédié à l'atome. Histoire d'horaire ou juste de désintérêt ? Le mystère reste complet. Nos camarades ont essayé une approche différente pour discuter avec ces gens en costumes, iels sont alors devenus chercheur-euse-s d'emploi, lycéennes perdu-e-s et ingénier-e-s en reconversion. Quelques discussions ont eu lieu, parfois lunaires, comme lorsqu'un mec de EDF, sûr de lui, a donné l'explication du « décarboné » : « On n'utilise pas de charbon, alors c'est décarboné! ». Bravo Jean-Mi.

Ce brin de causette n'as pas été vain, puisque nos ami-e-s ont pu glisser quelques unes de leurs brochures sur la table avant de repartir. Petit tour de passe-passe rigolo qui, s'ils s'en sont rendus compte, a dû surprendre nos ennuyeux interlocuteurs.

Après toutes ces discussions aussi divertissantes qu'intéressantes, les JAN s'en sont allées, mais iels ne sont pas sans revenir...

Le bilan de cet aprem s'est avéré bien positif, ce fut une expérience rigolote et inattendue. C'est une façon chouette de diffuser un propos politique radical parodique.

À plus tard pour de nouvelles aventures des JAN!

février 2024

Objet : Lettre de motivation pour un poste de soudeur dans le nucléaire à Nancy

À l'attention du service Ressources Humaines de Fives Nordon (filiale tuyauterie du groupe Fives)

Madame, Monsieur,

Dans mes recherches de nouvelles opportunités professionnelles, j'ai vu dire que les annonces de relance du nucléaire boostaient plus que jamais votre entreprise. Alors que quelques années auparavant, elle était en nette baisse d'activité à cause des tristounettes annonces de fermetures de réacteurs nucléaires, concomitantes à la catastrophe de Fukushima.

Suite à cela, votre entreprise Fives Nordon a pointé le nez vers le combustible nucléaire, et a élargi le porte-feuille de la boîte avec le rachat de l'entreprise ACCP à la Hague (alors en redressement judiciaire), ce qui fait que la boîte est aussi concernée par les projets de tuyauterie et de chaudronnerie des nouvelles piscines de stockage combustibles. Alors que votre entreprise était déjà présente sur l'éternel chantier de l'EPR de Flamanville, elle participe aussi à la construction de nouvelles centrales et EPR en Finlande, Chine, Royaume-Uni, et même en Arabie Saoudite. Chouette, alors!

C'est suite aux annonces de relance du nucléaire, et aux appels d'offre remportés concernant l'ingénierie de la salle des machines des futurs EPR2 (s'ils arrivent un jour !) que votre entreprise a investi 40 millions d'euros¹ sur ses sites et lance le recrutement de près de 600 salarié·es dans le domaine de la tuyauterie et de la chaudronnerie nucléaire, dans ses ateliers, dont une partie (et le siège social) est situé 78 Avenue du 20^e Corps à Nancy.

Plus largement, j'ai vu que la filière nucléaire compte aujourd'hui plus de 3000 entreprises² et plus de 220000 salarié·es, dont près de 20000 dans le Grand Est. Selon le ministre de l'Economie, il en faudra 10000 à 15000 supplémentaires par an d'ici 2030 pour venir à bout des chantiers prévus par l'exécutif. C'est dans ce contexte florissant et plein de promesses d'emplois que je souhaiterais rejoindre votre entreprise.

En me renseignant, j'ai également appris le rayonnement de Fives Nordon en Lorraine, en tant que lauréat du Pass Nucléaire³. Votre grandiose entreprise forme et recrute depuis 2022, via les nouvelles formations de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) de Lorraine à Maxéville⁴, dans la soudure ou la tuyauterie nucléaire. Et même qu'en novembre dernier, l'ancienne députée macroniste nancéienne, Carole Grandjean, et qui était alors ministre de l'enseignement et de la formation pro, est venue en personne encourager l'initiative, pleurnichant le manque d'effectifs actuels pour les besoins imminents de l'industrie nucléaire ! Quelle ne fut pas ma joie d'apprendre qu'elle encourageait même la formation et le recrutement des femmes dans cette filière industrielle!

En tout cas, heureusement que le plan France Relance est là pour aligner les chèques, et les journalistes à la queue-leu-leu pour vanter la propagande de recrutement du bon p'tit soldat Fives Nordon ! C'est d'ailleurs grâce à eux que j'ai découvert votre entreprise, lors d'une campagne de communication aux petits oignons relayée dans plusieurs médias régionaux, pour promouvoir la formation dans le nucléaire, avec un véritable sens du dévouement patriotique.

Pour convaincre plus d'étudiant·es et de lycéen·es de rejoindre cette filière, le gouvernement a également lancé des bourses de 600€ mensuels attribuées par l'Université des Métiers du Nucléaire⁵. Si c'est pas généreux, ça !

Et y a pas qu'à Maxéville qu'on forme dans le nucléaire dans le Grand Est ! À l'ombre de l'UIMM, redorée par le talent et l'aveuglement de vos formateurs, on trouve aussi les formations de Chooz, via le GRETA-CFA des Ardennes, à St Dizier, au lycée pro Blaise Pascal, à Thionville à la briquerie, et même au lycée pro Loritz à Nancy. Parce que oui, va bien falloir les former les précaires qui vont aller se frotter aux radiations dans la maintenance des installations nucléaires, que ce soit dans les centrales prolongées dans le cadre du Grand Carénage (durée de vie de 60 ans) ou dans les futures projets lancés démocratiquement par notre doux gouvernement.

On peut même imaginer que s'il y a besoin de soudeurs à Bure, à 80km de Nancy, là où l'Etat veut enfouir

quelques 83000 mètres cubes de déchets radioactifs dans un trou, c'est p'têt bien les salarié·es de Fives Nordon qui vont s'y coller!

Pour toutes ces missions, disons-le, il faut mettre les moyens pour le recrutement, parce que ça se bouscule pas au portillon ! J'avais d'ailleurs plusieurs fois entendu parler de Nordon Fives, entreprise de renom, lors des forum des métiers dans le nucléaire, comme celui organisé par la centrale de Cattenom en mars dernier, et plus récemment, ce 6 février 2024 lors de la 2^e journée des métiers du nucléaire à l'espace technologique de l'ANDRA à Bure-Saundron, où j'étais.

Pour moi, travailler aujourd'hui dans l'industrie nucléaire, c'est participer à redorer le blason et la grandeur de la France, sur un plan géopolitique avec l'utilisation du nucléaire à des fins militaires, grâce à l'usine de retraitement de la Hague et aux nombreux arsenaux et usines dans le secteur du nucléaire militaire (Cherbourg, Toulon, Brest,...). Cette énergie est propre, décarbonée (enfin, sauf au début, et à la fin, et aussi un peu pendant), et souveraine grâce à l'import et l'exploitation de mines d'uranium à l'autre bout du monde (et grâce à l'exportation de sa pollution dans les pays pauvres)! C'est un atout majeur dans le développement industriel et militaire de la France et dans la poursuite de la sacro-sainte croissance que nous chérissons tous et toutes.

Passé outre les conditions sanitaires des travailleurs du nucléaire et des habitant·es à proximité des mines d'uranium, des centrales, des centres de retraitement, des diverses poubelles, et des transports de matières et de déchets radioactifs d'un bout à l'autre de la France, etc... passé outre la pollution des fleuves et des terres à proximité de tout ce raffut, et passé outre encore les risques d'accidents nucléaires qui pourraient se reproduire tels que Three Mile Island, Tchernobyl ou Fukushima, il va de soi qu'il faut relancer cette industrie pleine de vie, de joie et d'espoir! Ayant tout cela en tête, et par la présente, je souhaite postuler à un poste de soudeur dans le nucléaire, auprès de Fives Nordon. En tant que travailleur sous-traitant, je serai prête à recevoir jusqu'à 80% des doses de radioactivité du parc nucléaire français, sans pour autant bénéficier d'un suivi médical adéquat. Pas de souci pour une leucémie ou un cancer de la thyroïde, je suis un candidat-clef pour une entreprise comme la vôtre.

D'un tempérament aventurier, je saurai affronter les défis que représente la relance du nucléaire, et saurai répondre à l'accélération des cadences dues à la mise en concurrence des entreprises sous-traitantes dans le secteur. Dans ces conditions, je tenterai tant bien que mal d'effectuer correctement l'ensemble des gestes nécessaires pour garantir la sûreté des installations. Pour y parvenir, la fusion en cours entre l'ASN et l'IRSN saura jeter un voile obscur sur ces conditions de travail dégradantes, ainsi que sur les risques d'accident nucléaire pesant, en conséquence, sur l'ensemble de la population. Au cas où, j'ai bien des capsules d'iode dans ma boîte à pharmacie!

Enfin, pour garantir une meilleure cohésion d'équipe au sein de l'entreprise, il va de soi que je saurai me taire et rester docile, et que je ne dénoncerai pas les conditions de mon travail, au risque d'une répression syndicale, comme ça a été le cas dernièrement pour Gilles Renault, accusé d'avoir trop parlé et mis à pied par sa hiérarchie⁶ (filiale d'Orano, Tricastin, 2020), Laurent, dont la carrière a été stoppée pour discrimination syndicale⁷ (Sud Energie à EDF, Belleville-sur-Loire), ou encore les travailleurs de RTE mis en garde à vue à la DGSI en 2022⁸. Bref, j'aimerais vous rejoindre avec grand plaisir, Fives Nordon !

Il n'est pas nécessaire de me recontacter, vos adresses et votre agenda sont bien connues. Qu'il s'agisse de votre entreprise, d'une école de formation dans le nucléaire, ou de tout autre acteur de l'industrie du désastre, nous saurons vous recontacter par quelque moyen que ce soit.

À bientôt, Fives Nordon.

PS : en copie, l'UIMM de Maxéville, ainsi qu'Eric Molodtsoff de France 3, Guillaume Decourt et Pascal Salciarini de l'Est Républicain, Mickaël Demeaux du Républicain Lorrain, et ici-c-nancy, à l'origine d'articles élogieux et publicitaires vis-à-vis de Fives Nordon et de l'industrie nucléaire. Et en bonus également, quelques courriers ont été envoyés aux boîtes d'interim, formations et centrales nucléaires de la région.

<https://www.fivesgroup.com/fr/contact/notre-reseau-international>

18/02/2024 *manif-est.info*

1. Chiffre d'affaire de 126 millions d'euros en 2022.

2. <https://www.gifen.fr/>

3. <https://www.formation-industries-lorraine.com/UserFiles/File/plaquette-pass-nucleaire.pdf>

4. https://webasset.fivesgroup.com/Piping_Solutions/Academie/Catalogue-de-Formation-Fives-Nordon-2023.pdf

5. <https://www.monavenirdanslenucleaire.fr/les-formations/des-bourses-d-etudes-pour-le-nucleaire>

6. https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/02/18/nucleaire-accuse-de-trop-parler-un-salarie-d-orano-mis-a-pied_6029971_3234.html

7. <https://www.sudenergie.org/2023/09/edf-lourdement-condamnee-pour-discrimination-syndicale/>

8. <https://www.sudenergie.org/2022/10/communiquede-soutien-aux-collegues-de-rte-mis-en-garde-a-ue-la-dgsi/>



L'ingénieur nucléaire ou le spécialiste du néant

L'industrie nucléaire est un tout : il n'y a pas de séparation entre le domaine civil et le domaine militaire. Naval Group intervient aussi bien pour les cuves de réacteur des centrales atomiques que pour fabriquer les sous-marins à propulsion nucléaire et/ou lanceur de bombes atomiques. Il y a un autre aspect, parfois oublié : le domaine de la recherche et du médical.

A Caen, le laboratoire du Ganil abrite un accélérateur de particules et mène des recherches en physique nucléaire. Il est souvent vendu comme la face vertueuse du nucléaire, loin des controverses sur la bombe atomique et les centrales nucléaires. Il ne faut pourtant pas chercher bien loin pour retrouver l'horreur du nucléaire.

Deux chercheurs du Ganil, start-uppeurs précoces, quittent la recherche publique en 1991 pour lancer leur boîte privée à Bayeux : Pantechnik. Elle devient leader mondial dans la fabrication et l'installation « des bancs de sources permettant la production de faisceaux d'ions lourds et multichargés ». Voilà la PME propulsée dans le marché mondial pour la médecine, l'industrie et l'aérospatial.

Sa frangine jusqu'en 2020, la Sominex assemble quant à elle des systèmes de réglage d'armes, produit du matériel pour le forage pétrolier et s'est spécialisé dans « le domaine du vide et de l'ultra-vide ». Ça ne s'invente pas! Crise de nihilisme ? En quelque sorte : nos ingénieurs et techniciens sont experts dans l'extraction de toutes molécules perturbatrices dans une enceinte. Une aubaine pour les lanceurs de missile!

Depuis 2020, la Sominex a été rachetée par une entreprise cherbourgeoise, NSB. La fusion donne ainsi naissance à Probent Group, une véritable start-up multinationale, avec plus de 200 salariés essentiellement en Normandie, mais aussi en Australie. Son partenaire privilégié ? L'école d'ingénieurs de Caen. Il ne restera plus qu'à ses élèves de choisir entre le Ganil, voisin de l'école, un géant du nucléaire (EDF, Orano, Naval Group) ou une des nombreuses start-ups du secteur, comme Pantechnik et Probent. Une voie toute tracée, en étant assuré quoi qu'il arrive d'approfondir le néant.



Société nucléaire et carcérale

Quelques mots sur l'histoire d'Alfredo Cospito

La période récente a été marquée par un vaste mouvement de soutien au prisonnier anarchiste Alfredo Cospito, en grève de la faim durant 181 jours pour l'abolition du régime carcéral italien du 41bis dans lequel il se trouve enfermé et pour l'abolition de l'emprisonnement à perpétuité incompressible pour tous.

Durant plusieurs mois, pour accompagner le combat d'Alfredo et des prisonnier-es en lutte en Italie, de nombreuses actions ont eu lieu, partout dans le monde : manifestations, sabotages, occupations... Le mouvement a ouvert une brèche importante et provoqué un large débat en Italie sur la prison et les conditions d'enfermement. Il a conduit à une révision du droit italien, via l'arrêt prononcé le 18 avril 2023 par la cour constitutionnelle qui « stipule que pour tous les crimes dont la peine fixe est l'emprisonnement à vie, il sera désormais toujours possible d'appliquer des circonstances atténuantes afin d'éviter l'emprisonnement à vie à l'accusé », ce qui ne signifie pas la fin de la prison à vie en Italie mais « au moins l'abolition de la prison à vie obligatoire prévue jusqu'à présent pour certains crimes »¹. Le lendemain de cette décision, Alfredo décide d'arrêter sa grève de la faim, mais son combat contre la taule se poursuit. Il est aujourd'hui toujours emprisonné en régime de torture « 41bis », dans la prison de Bancalì².

Le mouvement contre le 41bis et l'enfermement à perpétuité a aussi mis en lumière la vivacité du mouvement anarchiste international, sa capacité à s'organiser sans chef ni organisation formelle, et son désir de solidarité au-delà des murs et des frontières. Beaucoup des actions revendiquées dans ce cadre ont exprimé la volonté d'en finir ici et maintenant avec l'ordre existant, avec l'État, avec la politique. Une révolte sans concession qui fait écho à celle exprimée en actes par le compagnon. Des actes tournés notamment contre la société nucléaire.

Le 7 mai 2012, Alfredo Cospito et Nicolas Gai se rendent au domicile de Roberto Adinolfi, dirigeant de la société Ansaldo Nucleare. Cette dernière est la principale entreprise italienne du secteur nucléaire, active dans la conception et la fabrication de centrales nucléaires, leur exploitation, leur démantèlement et le retraitement des déchets radioactifs. Elle coopère avec les autres géants du secteur et exporte son industrie de mort. Ce matin là donc, le nucléocrate Adinolfi a la surprise de voir surgir deux hommes à moto qui lui tirent à balles réelles dans les jambes. Alfredo Cospito, lors du procès où il sera condamné à 10 ans de prison pour cette action, raconte : « par une splendide matinée de mai, je suis passé à l'action et, pendant ces quelques heures, j'ai pleinement profité de la vie. Pour une fois, j'ai laissé la peur derrière moi et j'ai défié l'inconnu. Dans une Europe parsemée de centrales nucléaires, l'un des principaux responsables de la catastrophe nucléaire à venir est tombé à mes pieds ». L'action est revendiquée par un communiqué signé Fédération Anarchiste Informelle, noyau Olga Ikondimidou³. Plus tard, à l'occasion des troisièmes journées anti-carcérales à Bure (mars 2020), Alfredo explique dans une contribution écrite⁴ :

« il y a 8 ans, j'ai tiré dans les jambes du PDG d'Ansaldo nucléaire, concepteur et constructeur de centrales nucléaires. Il est bon de savoir que l'Italie, même si elle n'a pas de centrales nucléaires, les exporte en toute tranquillité vers des pays comme la Roumanie, la Croatie, l'Albanie... L'objectif de cette action était de revitaliser le mouvement antinucléaire en Italie, en donnant une accélération agressive à la lutte contre le système techno-industriel. Par une action « retentissante », nous voulions montrer que les anarchistes pouvaient frapper dans la « chair vivante » l'un des principaux responsables de la relance de l'énergie nucléaire dans « notre » pays. Pour une fois, nous ne nous sommes pas « limités » à la seule action destructrice contre les choses, mais nous avons pris une autre direction en frappant directement les responsables de la destruction de « notre » planète ».

Nicolas Gai, qui a été condamné à 9 ans fermes, revient également sur cette action dans un texte intitulé « L'urgence de l'attaque »⁵ :

« Des désastres environnementaux comme la marée noire du Golfe du Mexique ou Fukushima semblent dire qu'il n'est pas possible de faire quoi que ce soit pour arrêter la guerre de la société industrielle contre l'homme et la nature. Cependant nous ne sommes pas sans défenses, un minimum d'instruments d'analyse, l'action directe et la détermination de peu peuvent démontrer que nous ne sommes pas tous résignés à accepter passivement et en même temps indiquer aux autres exploités qu'il est encore possible de s'opposer. Par exemple l'action des compagnons du Noyau Olga de la FAI/FRI nous montre comment il est possible de se solidariser avec ceux qui subissent la catastrophe nucléaire, même à l'autre bout du monde, et de frapper concrètement l'industrie de l'atome. »

L'action intervient dans une période de forte tension en Italie avec des mobilisations importantes contre les politiques d'austérité et des actions offensives et répétées de la part des anarchistes insurrectionnelles. Le PDG de Finmeccanica, maison-mère de la société Ansaldo Nucleare, est menacé : un tag « mort à Orsi » est découvert sur un bureau d'Ansaldo Energia à Gênes. Le tout dans un contexte d'attaques massives contre les bureaux d'Equitalia, l'agence italienne de collecte des impôts et de recouvrement des amendes : des colis et des lettres piégées, des attaques explosives et incendiaires contre les locaux, certaines également revendiquées par la Fédération Anarchiste Informelle. Le gouvernement de l'époque est contraint de renforcer la protection de 14000 sites et de 550 personnalités, à grands renforts de flics et de militaires. La police et l'armée, deux piliers de l'État nucléaire et de l'État tout court, un constat qui a peut-être amené à l'attaque à l'explosif du 2 juin 2006 contre l'École des Carabiniers de Fossano. Une attaque revendiquée par un groupe de la Fédération Anarchiste Informelle et pour laquelle Alfredo Cospito et Anna Beniamino vont être poursuivies par la justice italienne, puis condamnées à la prison à perpétuité incompressible⁶.

Ce que montre, entre autres, l'histoire d'Alfredo et de ses compagnon-nes, c'est que de la centrale nucléaire à la prison centrale, il y a un même monde à détruire, et que par conséquent, un mouvement antinucléaire qui fait l'impasse sur la question de l'État et du capital se fourre le doigt dans l'œil jusqu'au coude. Parce que s'attaquer au nucléaire, c'est s'attaquer au cœur de l'État moderne, c'est s'en prendre au progrès, au colonialisme, au contrôle des corps, à la guerre, à l'idée même d'industrie. Qu'on le veuille ou non, les dirigeant-es savent bien que c'est leur existence même qui est menacée par les contestations anti-nucléaires, parce qu'en elles existent les germes d'une pensée anarchiste.

A l'heure où la relance du nucléaire en France soulève quelques oppositions, il paraît important de parler non-pas uniquement de l'industrie de l'atome mais bel et bien des fondements de la société nucléariste. Puisqu'une partie du « mouvement » semble vouloir réduire la lutte à une question de santé, de choix énergétiques ou de modèle de développement, il convient de rappeler – et l'histoire d'Alfredo et de la FAI en est un bon exemple – que la lutte antinucléaire est aussi une lutte contre la domination capitaliste, coloniale, industrielle et contre la structure autoritaire de la société en général. Que la prison est au cœur de cette société basée sur le contrôle et la surveillance, et qu'elle menace toutes celles et ceux qui se décident à s'attaquer frontalement au système nucléaire. Enfin, que la question des fins et des moyens de lutte est à interroger sans cesse. La faiblesse actuelle des luttes contre le nucléaire réside peut-être dans le refus de se poser les questions délicates que voulons-nous ? et comment y parvenir ?, un refus qui conduit le plus souvent à la reproduction de folklores militants qui nous emmènent droit vers le gouffre. A rebours de cette tendance, quelques pistes émanent des textes et des actions d'Alfredo et d'autres.

février 2024

1. Quelle internationale ? Cette internationale !

Des anarchistes à Foligno le 3 mai 2023, à lire sur luttercontrele41bis.noblogs.org

2. Pour lui écrire : Alfredo Cospito / Casa Circondariale G. Bacchiddu / Strada provinciale 56, n.c. 4 / Localita Bancali / 07100 – Sassari (Italie)

3. en écrivant ce texte, je n'ai pas réussi à mettre la main sur ce fameux communiqué envoyé au Corriere della Sera en 2012.

Si tu le trouves, n'hésite pas à nous le faire parvenir !

4. Contribution à l'occasion des 3^e journées anti-carcérales à Bure du 2 au 8 mars 2020, Alfredo Cospito, à lire sur Infokiosques.net dans la brochure « Contributions d'Alfredo Cospito au débat sur la lutte contre le nucléaire »

5. L'urgence de l'attaque, Nicola Gai, septembre 2013, dans « Nous ne voulons plus attendre, Des mots sur une volonté de tout détruire, pour ne rien reconstruire... » à lire sur theanarchistlibrary.org

6. Pour en savoir plus sur les péripéties judiciaires liées à cette affaire, lire par exemple « Réquisition du procureur et déclarations d'Anna et d'Alfredo à la Cour d'Appel de Turin » (23/06/2023) sur le site luttercontrele41bis.noblogs.org



D'une coord' à l'autre...

Le mouvement antinucléaire a toujours été divers et de nombreuses tentatives de le coordonner, voire de l'unifier ont existé. Il existe par exemple le Réseau Sortir du nucléaire, essayant de ménager la chèvre et le chou, les aspirations à cogérer le capitalisme et l'industrie nucléaire avec les aspirations révolutionnaires. La nouvelle coord' nationale qui tente de se monter en est une nouvelle forme, dans laquelle les batailles d'ego et les volontés hégémoniques si habituelles dans la détestable politique ont d'ores et déjà ressurgi. Loin des tendances politiciennes et des logiques de composition sans cohérence, il a existé d'autres tentatives de coordination sur des bases claires et fonctionnant de manière horizontale. C'est le cas de la Coordination Contre la Société Nucléaire, créée en 2004.

A l'issue d'une manif antinucléaire parisienne, la CCSN est constituée. Elle vise d'abord à regrouper des groupes et individus libertaires pour mener une lutte spécifique contre l'industrie nucléaire civile et militaire et la société qui la produit. En rupture avec le Réseau sortir du nucléaire, cette coordination autonome de toute organisation politique ou syndicale revendique une sortie immédiate et inconditionnelle du nucléaire. Elle repose sur l'auto-organisation et le refus d'une position de contre-expertise. Face à l'échec de regrouper la mouvance libertaire, du fait de divergences et les contradictions de certains groupes continuant à adhérer au Réseau sortir du nucléaire tout en participant à la Coordination, elle finit par évoluer en un regroupement de plusieurs dizaines d'individus et groupes dans toute la France (Paris et sa région, Amiens, Lyon, Caen, Rouen, Saint-Lô, Reims, etc.).

La lutte nucléaire est alors contaminée par le goût de la spécialisation et de la respectabilité, singeant les scientifiques adoués par l'Etat. On cherche alors à éclairer l'opinion publique, comme si ce qui manquait était d'abord la conscience d'être dominé et empoisonné. Il y a plutôt quelque chose en excès : un sentiment d'impuissance à péter par l'auto-organisation séditeuse et des propositions d'action. La plupart des gens savent bien que l'industrie nucléaire est une saleté, sans connaître les rouages exacts du fonctionnement d'une centrale ou les effets précis des radiations.

La connaissance populaire est souvent plus lucide que la connaissance des professionnels du savoir.

Le texte de présentation de cette coordination autonome précise : *« La critique du nucléaire avec ses inévitables aspects techniques et la « spécialisation » qu'ils imposent exige d'être d'autant plus vigilants pour éviter que ne se reproduisent des rôles hiérarchiques, comme la figure du « contre-expert » ».*

En outre, la finalité de la contre-expertise pousse à la participation aux différentes commissions mises en place par l'Etat, aux débats publics où l'on s'attable avec les nucléocrates, ces criminels en cravate. Il ne peut pourtant y avoir aucune discussion sur des bases hiérarchiques. Or, la seule manière de les faire descendre de leur piédestal, ce serait de s'asseoir autour d'une table en les tenant en joue...

La transparence peut être une technologie de domination au même titre que le secret défense. Ce que la Coordination contre la société nucléaire perçoit, c'est le virage participationniste du pouvoir, s'appuyant sur la cogestion. En faisant participer, les nucléocrates verrouillent la critique et la rendent acceptable : ils la désamorcent.

C'est une nouvelle façon de vendre cette industrie qui se développe. Il s'agit alors d'anticiper la catastrophe et de la gérer en faisant participer les populations plutôt que d'empêcher son avènement. Pour cela, il faudrait bien sûr arrêter immédiatement cette industrie. C'est tout le contraire qui se passe. Il n'est plus question de passer sous silence la survenue des désastres liés au nucléaire, mais de les faire accepter en relativisant leurs effets et en présentant cette industrie comme nécessaire pour garantir un certain mode de vie, ou même carrément comme solu-



Le synchrotron à protons "Saturne" du Centre d'études nucléaires de Saclay, France, C.E.A., dans *Document pour la classe*, Institut pédagogique national (France), 24 novembre 1965, Bnf

tion pour sauver la planète du réchauffement climatique. Le nucléaire, la pire monstruosité créée par l'humanité, est en train d'être vendue comme le moyen nécessaire pour la sauver. Les irradiés portant dans leur chair et dans leur sang le souvenir brûlant de l'atome n'auraient plus qu'à baisser la tête et faire comme si rien ne s'était passé, comme si la réalité n'existait pas.

La critique portée par cette Coordination ne s'arrête pas au fait qu'une centrale est une bombe atomique dont l'explosion n'a pas encore eu lieu : en fonctionnement normal, le nucléaire dissémine de la radioactivité, s'appuie sur l'exploitation de la « viande à rems », ces précaires de l'industrie bons à se faire irradier, renforce la

centralisation du pouvoir et la dépendance aux experts, entretient l'instauration de modes de vie aliénés basés sur le consumérisme. Le nucléaire est une sorte de condensé de ce qu'a produit de pire le système capitaliste et industriel, atrophiant la liberté et enrayant les possibilités de créer un monde nouveau pour une vie meilleure. Il ne s'agit donc pas de s'opposer au nucléaire seulement parce qu'il est dangereux au niveau sanitaire, mais aussi parce qu'il fabrique des rapports sociaux particuliers. *« C'est pourquoi, si une chose aussi invraisemblable qu'un nucléaire sans danger sortait un jour du chapeau d'un magicien en blouse blanche, nous trouverions tout aussi nécessaire de nous y opposer ».*

Lutte antinucléaire à Golfech

La lutte contre le pouvoir ne garantit pas toujours la lucidité. Rudolf Rocker, considéré par plusieurs de ses compagnons et compagnones comme l'un des esprits les plus vifs du mouvement anarchiste, imagine encore en 1946 (après que les deux bombes états-uniennes sur le Japon aient bien montré la réalité destructrice de l'atome, donc) une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire pour la prospérité de tous et de toutes. Comme quoi, la vivacité d'esprit n'est pas toujours un gage de lucidité.

Des libertaires moins ingénus participent aux premières critiques du nucléaire dès l'après-45. Les essais de bombes atomiques se multiplient aux quatre coins de la planète, diffusant à jamais une couche radioactive dans l'atmosphère. En France, la construction des centrales atomiques va faire naître une nouvelle opposition massive ancrée autour des sites choisis. Des anarchistes et libertaires vont y prendre part avec leurs méthodes et leurs aspirations. C'est particulièrement le cas à Golfech, près de Toulouse.

Une mouvance libertaire liée à la lutte antifranquiste y a déjà expérimenté la lutte en armes et l'usage d'explosifs. Associée à des manifestations agitées et des actions collectives publiques, elle va multiplier les sabotages sur les intérêts nucléaires locaux : d'une voiture d'EDF lancée dans la vitrine d'une agence de la même entreprise, action revendiquée avec humour par Bison bourré, à l'explosion de pylônes THT, en passant par l'incendie de la station météo du chantier, renforçant une lutte populaire à partir d'actions directes menées par des groupes affinitaires, appropriables par chacun et chacune. Il est question de provoquer de gros dégâts matériels, avec le choix politique de ne pas faire de victimes – ce qui sera le cas.

Si l'élection de Mitterrand en 1981 et les « trahisons » successives – pour celles et ceux qui y croyaient – ont affaibli le mouvement, les sabotages, eux, continuent. Mais c'est alors la force du lien entre mouvement plus large et petits groupes affinitaires d'action qui s'atténue. Face au risque de devenir un groupe de spécialistes de l'attaque antinucléaire, les protagonistes ar-

rêtent cette lutte spécifique. Ce n'est pas pour cela que des sabotages ne vont pas continuer, mais plus seulement contre la construction de la centrale de Golfech. La révolte mérite de gronder contre tous les aspects de la domination.

Pendant cette lutte, d'autres actions ont lieu, issues de la même mouvance, élargissant sans arrêt le conflit au système dans son ensemble. La question sanitaire ou environnementale n'est pas centrale, contrairement aux groupes écologistes qui vont rapidement entrer dans le jeu politique, jusqu'à se retrouver dans des ministères. A Toulouse, le siège du PS est détruit à coups d'explosifs, des églises sont visées, les meetings du Front National empêchés, des compteurs électriques du quartier du Mirail sont détruits, réduisant les profits d'EDF tout en offrant gratuitement de l'électricité aux classes populaires, etc. La lutte contre le nucléaire est en même temps une lutte contre la société qui l'a vu naître.

En période d'extinction des espèces, une petite histoire de bisons...

En novembre 1980, dans la petite ville tranquille de Castelsarrasin, à une trentaine de kilomètres de Golfech où la centrale doit se construire. L'agence EDF est une première fois attaquée à coups de cocktails molotov. Peu de temps après, une voiture EDF est volée et termine sa course dans la vitrine de l'agence EDF. L'action est revendiquée par « Bison bourré », détournement du centre national d'information routière « Bison futé ». A Toulouse, une voiture EDF est incendiée par « Bison brûlé ».

A lire notamment :

* *La canaille à Golfech*, Mutines séditions (2013)

* *Golfech. Le nucléaire, implantation et résistances*, CRAS (1999)

* Toulouse, la canaille, novembre 1983 :

http://cras31.info/IMG/pdf/toulouse_la_canaille_1983.pdf



29 novembre 1981, Manifestation à Golfech, CRAS Toulouse

Fragments de révolte contre l'ordre atomique

7 mai 2023, Caen : 2 bornes de recharge électrique sont sabotées dans le quartier de la Presqu'île. Un communiqué précise que « les voitures électriques sont un élément central de la restructuration du capitalisme en cours » et rappelle que ces voitures sont ici alimentées par l'industrie nucléaire et viennent justifier sa relance. Plusieurs autres sabotages suivront dans différents quartiers de la ville.



30 janvier 2024, Cruis : 400 panneaux photovoltaïques entreposés et prêts à l'emploi sont partis en fumée, incendiés par deux personnes ayant pris la fuite. Une façon de s'opposer à la société Boralex, qui porte un projet de parc industriel photovoltaïque sur 17 hectares au cœur de la montagne de Lure.

07 et 08 février, Berlin (Allemagne) : 2 véhicules électriques Tesla sont incendiés le 7, puis 2 stations de recharge Tesla sont incendiées. Un communiqué précise que Tesla est une cible de choix parce que le système de satellites Starlink de Tesla est utilisé dans les guerres, que cette société est un symbole du capitalisme vert détruisant la planète (batteries au lithium et autres métaux rares), que leurs voitures équipées de caméras HD participent à la militarisation de la rue, et enfin parce qu'Elon Musk est un conard.

26 mai 2023, Essonne : 3 câbles électriques sont incendiés pour couper le jus d'un des hauts lieux de l'armement et du nucléaire, où se concentrent notamment un site du CEA, la Direction générale de l'armement et plusieurs entreprises de la chimie et de la fabrication d'explosifs.

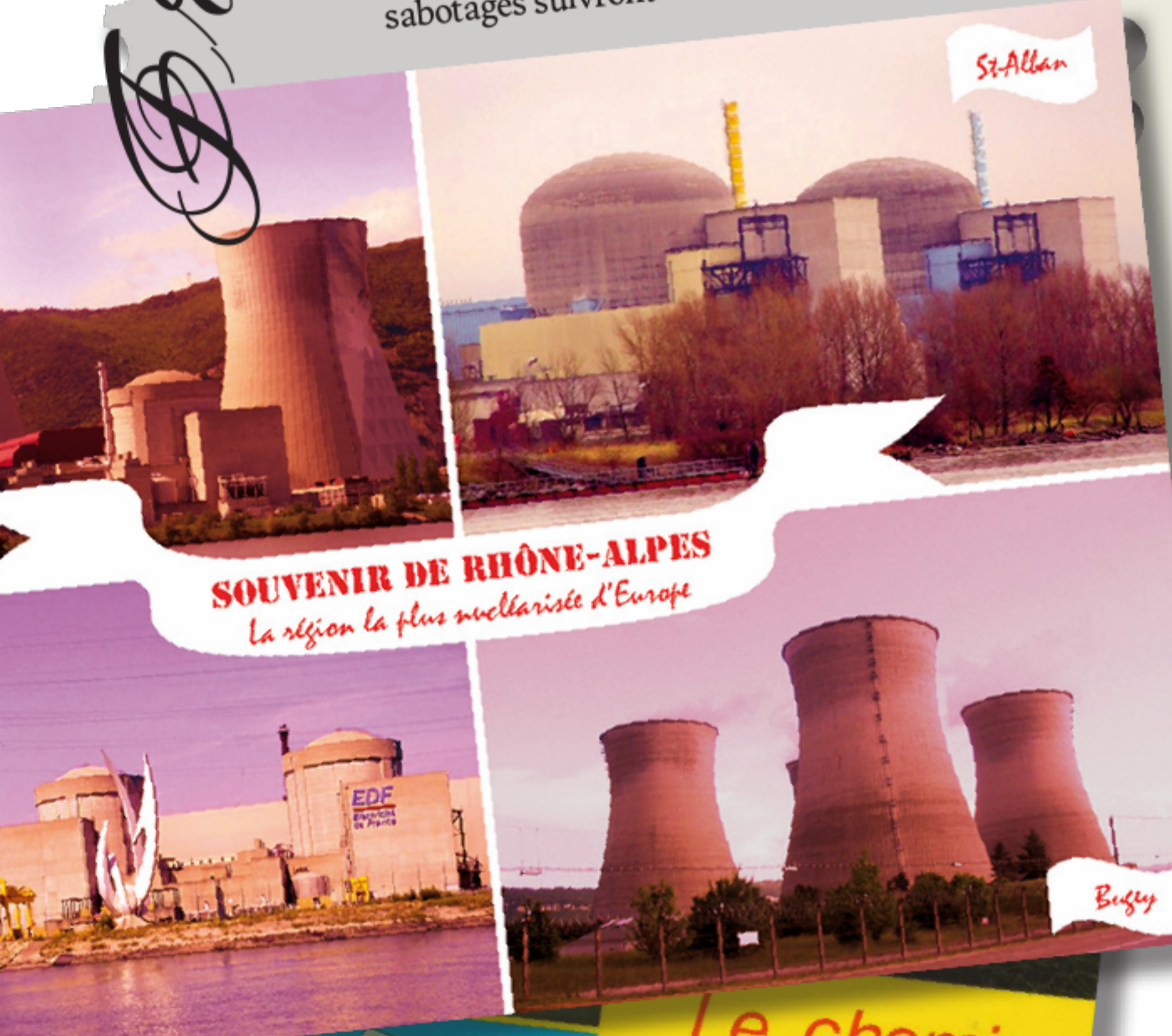
26 juin 2023, banlieue de Chambéry : un pylône électrique est scié et mis à terre. Les saboteur-euses proposent cette chanson pour se donner du courage : Et un petit air à chanter dans sa tête, pour garder le rythme et se donner du courage : « Et si nous scions tous, il tombera / Ça ne peut pas durer comme ça / Il faut qu'ils tombent, tombent, tombent / Vois-tu comme il penche déjà / Si je scie fort, il doit bouger / Et si tu scies à mes côtés / C'est sûr qu'ils tombent, tombent, tombent / Et nous aurons la liberté ».

25 septembre 2023, Seyssinet-Pariset : un pylône électrique de ligne haute-tension est incendié dans la nuit.

20 novembre 2023, Firminy et Ancizes-Comps : l'alimentation électrique de deux sites de l'industriel de la guerre Aubert et Duval sont attaqués. A Firminy, un pylône de ligne électrique est scié, à Ancizes-Comps des câbles souterrains sont incendiés.

Le communiqué précise que « l'entreprise Aubert et Duval est un rouage central de l'industrie militaire française. Elle fournit des pièces pour les sous-marins de Naval Group, pour des Rafales de Dassault ainsi que pour les centrales nucléaires de Framatom » et s'associe avec l'appel international à une semaine d'action contre toutes les guerres.

10 février, San Francisco (Etats-unis) : depuis août 2023, des « taxis autonomes sans conducteur » sillonnent les rues de Californie. Deux opérateurs se partagent le marché de San Francisco : Cruise (filiale de General Motors) et Waymo (filiale de Google). Suite à plusieurs accidents (chien écrasé, voiture folle, blocage de route, accident sur d'autres véhicules, etc.) et par ras-le-bol de l'envahissement technologique au quotidien, des activistes ont commencé à placer un cône de chantier ou tout autre objet volumineux sur les capots de ces véhicules, ce qui a pour effet de les immobiliser. D'autres fracassent minutieusement les caméras à 360° qui filment tout en permanence. Puis en octobre, une piétonne a été écrasée et traînée sur une dizaine de mètres par une voiture Cruise, provoquant la suspension de l'agrément autorisant à faire circuler ces véhicules. Ne reste donc plus que les véhicules Waymo/Google. Le 10 février, lors du nouvel an lunaire, la foule festive s'est acharnée sur un de ces véhicules, finissant par y foutre le feu. Voici donc une bonne nouvelle : les voitures autonomes brûlent aussi bien que les autres.



SOUVENIR DE RHÔNE-ALPES
La région la plus nucléarisée d'Europe

Le chemin vert



Pour contribuer au prochain numéro, nous envoyer des retours sur celui-ci ou tout simplement nous écrire :

в редакцию журнала "Атомная энергия"

Le pupitre de commande de la pile atomique de l'Institut de physique nucléaire de l'Académie des Sciences de l'Ouzbékistan, A.P.N., dans *Document pour la classe*, Institut pédagogique national (France), 24 novembre 1965, Bnf.



#1 mars 2024

